



Bilan & perspectives 2017 – 2018

Des savoir-faire au service de votre avenir

Expertise France est l'agence publique de conception et de mise en œuvre de projets internationaux de coopération technique.

L'agence répond aux besoins d'expertise de pays partenaires dans les principaux domaines de l'action publique : gouvernance, sécurité, climat et développement humain.

Sommaire

05
Avant-propos :
2018, une année charnière
pour Expertise France

06-07
Faits marquants 2017-2018

1. Répondre aux besoins de nos partenaires

L'AGENCE DE COOPÉRATION TECHNIQUE INTERNATIONALE

- 10** Notre mission au service du développement
- 12** Notre engagement européen
- 14** Nos géographies prioritaires

DES SAVOIR-FAIRE MULTIPLES ET COMPLÉMENTAIRES

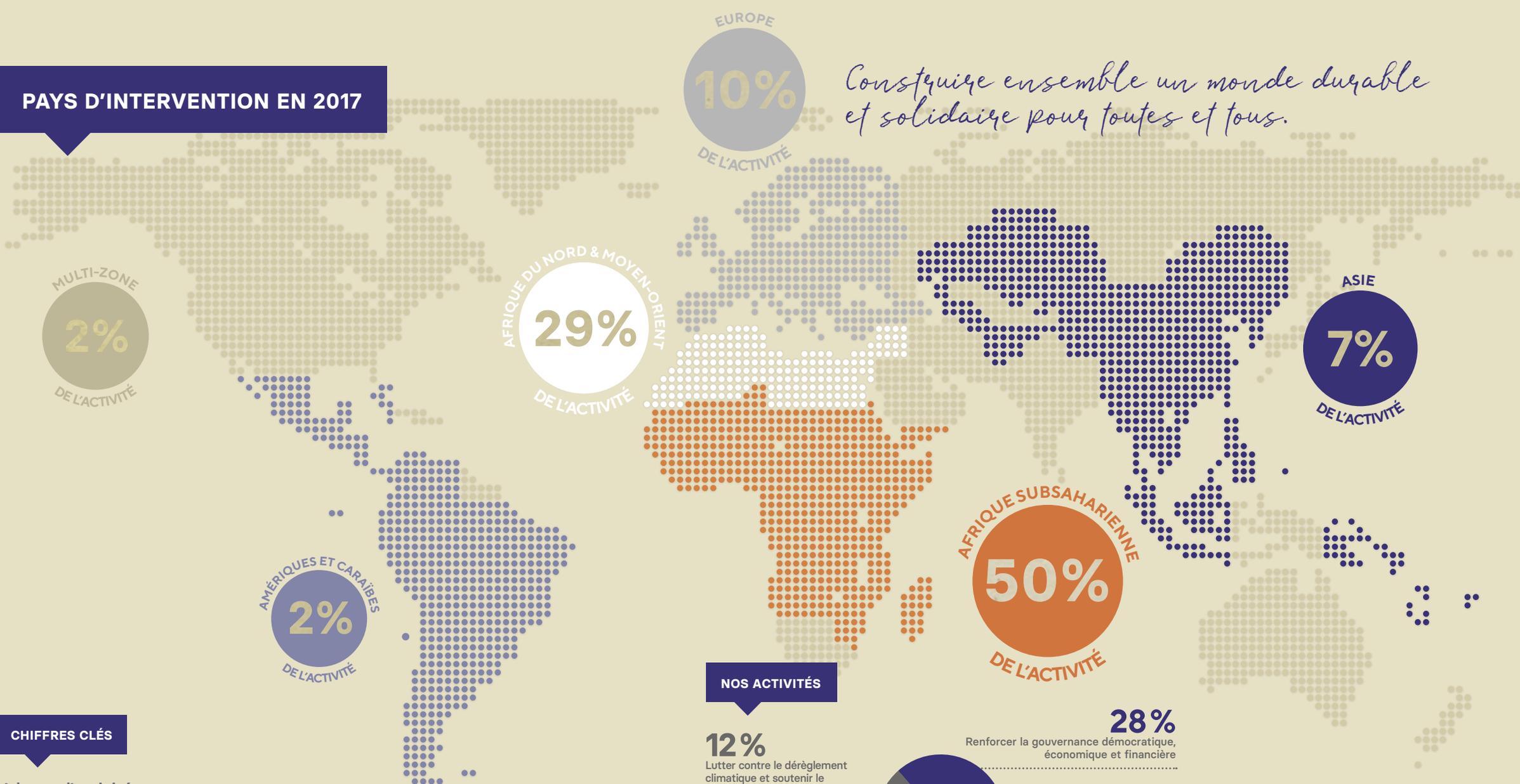
- 16** Une gamme de solutions rapides et modulables
- 18** Un métier de terrain
- 20** Des équipes engagées

2. Contribuer aux objectifs de développement durable

- 24** Structurer les institutions pour une meilleure gouvernance
- 34** S'inscrire dans le contiguum sécurité-développement
- 40** Concilier développement et climat
- 48** Renforcer le capital humain

3. Résultats 2017

PAYS D'INTERVENTION EN 2017



Construire ensemble un monde durable et solidaire pour toutes et tous.

CHIFFRES CLÉS

Volume d'activité

148 M€

Pays d'intervention

+ **de 100**

Projets

+ **de 500**

Volume d'activité prévisionnel 2018

191 M€

Salariés au siège

+ **de 325**

Jours d'expertise délivrés chaque année

63 000

Collaborateurs dans le monde

+ **de 400**

NOS ACTIVITÉS

12%

Lutter contre le dérèglement climatique et soutenir le développement urbain durable

29%

Renforcer les systèmes de santé, la protection sociale, l'emploi et l'éducation

7%

Autres financements étrangers

12%

Fonds mondial

12%

ONU

8%

AFD, C2D

28%

Renforcer la gouvernance démocratique, économique et financière

31%

Contribuer à la stabilisation des pays fragiles et à la sécurité

NOS BAILLEURS

7%

Autres financements étrangers

12%

Fonds mondial

12%

ONU

8%

AFD, C2D

44%

Union européenne

16%

Ministères français

1%

Banques de développement

NOS PARTENAIRES

Expertise France intervient seule ou en consortium avec des opérateurs publics ou privés, français, européens ou internationaux.



Avant- propos

*2018, une année charnière
pour Expertise France*

En 2017, Expertise France a confirmé son rôle d'acteur clé de la coopération technique internationale, au service de l'action extérieure de la France et de l'Union européenne. Un nombre croissant de bailleurs et de bénéficiaires nous font confiance pour les accompagner et construire des politiques publiques adaptées à leurs défis institutionnels, économiques, sociaux, environnementaux et sécuritaires. La réforme « à la française » est un produit qui s'exporte, comme le confirme une activité toujours aussi dynamique pour la troisième année d'exercice et notre intervention sur tous les secteurs-clés du continuum sécurité-gouvernance-développement.

Nos équipes sont désormais présentes dans une centaine de pays, dont la majeure partie sur le continent africain, sur des secteurs qui vont de la consolidation des systèmes de santé aux finances publiques en passant par la formation professionnelle et le développement durable. Nous sommes actifs en Côte d'Ivoire sur la protection civile ou les énergies renouvelables, en Angola sur la formation professionnelle, mais également en Amérique latine sur la lutte contre la criminalité organisée, ou encore dans les Caraïbes sur la préservation de la biodiversité.

Un tournant stratégique

Aujourd'hui, Expertise France a lancé les travaux en vue de son intégration au sein d'un groupe AFD élargi. C'est un tournant stratégique qui s'inscrit dans la volonté de la France d'offrir à nos partenaires du Sud une gamme complète de solutions financières et de prestations d'expertise pour répondre à leurs attentes et redoubler d'impact sur les grands enjeux de demain. L'agence fait le pari qu'ensemble, l'équipe France de la coopération fera plus et mieux dans un contexte de renouveau de la politique française de coopération au développement.

« L'équipe France de la coopération fera plus et mieux dans un contexte de renouveau de la politique française de coopération au développement »

C'est dans ce contexte également que l'agence a pris la présidence, en mai 2018, du Practitioners' Network, le réseau des agences européennes de coopération, succédant à la GIZ allemande et au British Council. Nous sommes en effet convaincus de la pertinence de l'échelon européen pour traiter des grands défis du développement.

Expertise France se veut résolument un pont entre les expertises nationales, européennes et du Sud. C'est le message que nous portons avec les équipes et avec nos partenaires d'ici et d'ailleurs à travers une vision qui fédère nos équipes :

**Ensemble construisons un monde durable
et solidaire pour tous et toutes !**

L'équipe dirigeante

Nos faits marquants 2017



MAI

Lancement en présence du commissaire européen Neven Mimica du programme **SOCIEUX+**, dispositif de l'UE de facilitation de l'accès à l'assistance technique dans les domaines de la protection sociale et de l'emploi.



OCTOBRE

Signature du premier protocole d'entente dans le cadre de la **Facilité Adapt'Action** entre le gouvernement dominicain, l'AFD et Expertise France. Cette facilité vise à accompagner la mise en œuvre de l'Accord de Paris de 2015.



JUILLET

Signature d'une convention de partenariat avec **Coordination SUD** pour renforcer la collaboration avec les ONG et favoriser la co-construction de projets mobilisant leur expertise.



NOVEMBRE

Clôture du projet **PREPARE** en Guinée, un projet lancé durant la crise Ebola en 2015 et qui a permis de mettre en place un dispositif opérationnel de lutte contre les épidémies sur l'ensemble du territoire.



SEPTEMBRE

Signature à Sévaré (Mali) du projet d'appui de l'Union européenne à la **Force conjointe du G5 Sahel**, dont la gestion est assurée par Expertise France.



NOVEMBRE

Événement de clôture à Rabat du projet **SHARAKA**, qui a accompagné les institutions marocaines de 2014 à 2017 dans leurs politiques en matière de migration, de développement et de mobilité.

2018



JANVIER

Ouverture du bureau d'Expertise France à **Port-au-Prince (Haïti)**, accueillant les équipes de l'agence qui mettent en œuvre des projets dans les domaines du développement durable et de la gouvernance économique et financière.



AVRIL

Lancement officiel à Buenos Aires d'**EL PACO**, programme de lutte contre la criminalité organisée dans 18 pays d'Amérique latine, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France avec la FIIAPP.



FÉVRIER

Annnonce du rapprochement entre l'AFD et Expertise France à l'**horizon mi-2019** à l'occasion du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 8 février.



MAI

Élection d'Expertise France à la présidence du **Practitioners' Network**, une plateforme d'échange et de coordination entre agences publiques, administrations et banques de développement européennes chargées de la mise en œuvre de l'aide publique au développement.



MARS

Inauguration par 10 universités libyennes de leurs **incubateurs de start-ups** avec l'appui du projet SLEIDSE, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France dans l'objectif de développer les entreprises privées en Libye.



JUIN

Atelier **EUROsocial+** sur la lutte contre les violences à l'**encontre des femmes en Amérique latine**, organisée dans le cadre de la composante « Genre » du programme, mise en œuvre par Expertise France sur financement de l'UE.



Répondre aux besoins de nos partenaires

Construire ensemble
un monde durable
et solidaire

Notre mission au service du développement

Agence de conception et de mise en œuvre de projets internationaux de coopération technique, Expertise France assemble le meilleur des savoir-faire français et européens pour favoriser le développement durable et solidaire de ses partenaires.

Une mission de service public

Agence publique, Expertise France inscrit son action dans le cadre de l'action extérieure de la France et de l'Union européenne. L'agence intervient donc sur l'ensemble des thématiques prioritaires de la coopération technique, de façon à répondre aux demandes de pays partenaires qui souhaitent renforcer la qualité de leurs politiques publiques pour relever les défis environnementaux, sociaux, économiques ou sécuritaires auxquels ils sont confrontés.

Dans cette optique, et en accord avec la logique de l'Agenda 2030, l'agence privilégie une approche holistique et intersectorielle du développement, en recherchant, au plus près du terrain, les solutions les plus adaptées aux besoins de ses partenaires.

Une démarche partenariale

Expertise France s'associe, selon les besoins du projet, aux acteurs français, européens et internationaux les plus pertinents. Ce travail avec l'ensemble des acteurs présents sur le terrain vise à garantir la cohérence et la pertinence de son action.

En tant qu'établissement public placé sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et des ministères économiques et financiers, Expertise France travaille en concertation étroite avec l'ensemble des administrations et institutions publiques françaises. Cette grande proximité se traduit par l'association des administrations à la conception de projets de développement et par un accès privilégié aux viviers d'expertise publique.



Le rapprochement avec l'AFD

Le comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 8 février 2018 a confirmé la volonté du gouvernement de faire de l'aide publique au développement (APD) une priorité du quinquennat, en la dotant de moyens financiers ambitieux, de priorités concentrées et d'une organisation à l'efficacité renforcée. C'est dans ce contexte que le gouvernement a notamment décidé de procéder à l'intégration d'Expertise France au sein d'un groupe AFD élargi à horizon mi-2019.

La constitution du Groupe se fera dans le respect de l'identité de chaque institution, de leurs personnels, de leurs mandats et de leurs modes de faire, afin de capitaliser sur leurs forces respectives.

L'intégration d'Expertise France dans le groupe lui permettra de bénéficier de l'expérience acquise depuis plus de 75 ans par l'AFD, de sa connaissance des enjeux du développement et de ses réseaux. À l'inverse, l'intégration d'Expertise France permettra à l'AFD de renforcer l'attractivité de son offre financière en la complétant par un volet d'expertise et de développer des projets qui pourront s'appuyer sur l'agilité d'une agence de mise en œuvre innovante, en particulier sur le continuum gouvernance-sécurité-développement.

Les deux agences constitueront un groupe sans équivalent dans le monde de la coopération internationale, qui apportera à ses partenaires une gamme complète de solutions financières et de prestations d'expertise pour répondre à leurs attentes et relever les défis d'un monde en commun.

L'agence coopère également avec l'Équipe France à Paris et sur le terrain (AFD, Cirad, IRD, Business France, Campus France, Bpifrance et autres opérateurs français) afin de mobiliser les compétences les plus adaptées aux besoins des institutions partenaires.

Expertise France s'appuie enfin sur le réseau diplomatique français, qui constitue un relais essentiel en termes de connaissance et de proximité avec les acteurs locaux.



UN ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'AGENDA 2030



UNE APPROCHE HOLISTIQUE ET INTERSECTORIELLE DU DÉVELOPPEMENT



UN RÉSEAU DE PARTENAIRES DU NORD ET DU SUD



Interview

— FRÉDÉRIC BONTEMS —
AMBASSADEUR DE FRANCE EN ÉTHIOPIE

À QUELS DÉFIS DE DÉVELOPPEMENT L'ÉTHIOPIE FAIT-ELLE FACE ?

Avec une croissance économique de 8 à 10 % par an, l'Éthiopie est un pays en plein essor. Confrontée à une croissance démographique élevée, à un déficit d'infrastructures, à une très faible urbanisation et à une balance commerciale structurellement déficitaire, elle doit transformer son économie, moderniser son agriculture et son industrie, renforcer sa gouvernance et favoriser l'essor d'un secteur privé pourvoyeur d'emplois.

COMMENT LA FRANCE S'ENGAGE-T-ELLE AUX CÔTÉS DES AUTORITÉS ?

Par le biais d'un dialogue politique soutenu et résolument accompagnateur de la transformation du pays, sur le plan bilatéral mais aussi via l'Union européenne. Les résultats obtenus en Éthiopie soulignent la pertinence pour l'Équipe France, dont Expertise France fait partie, de travailler de concert pour mobiliser tous les acteurs publics et privés et proposer les meilleures solutions en termes de produits, d'expertise technique et de financement.

QUELS ATOUTS POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE FRANÇAISE ?

En Éthiopie, les besoins en assistance technique sont croissants et l'expertise française bénéficie d'une excellente image de marque. Alors que l'Éthiopie est l'un des principaux bénéficiaires d'APD dans le monde, Expertise France est en capacité, à côté d'acteurs privés, de fournir une offre d'expertise transversale, compétitive et efficace dans des secteurs clés prioritaires, sur financements bi ou multilatéraux, et en adoptant une approche pleinement collaborative.

Notre engagement européen

Expertise France travaille en étroite coopération avec l'Union européenne et les autres agences européennes de coopération technique internationale, réaffirmant au quotidien sa vocation européenne.

Une relation privilégiée avec l'UE

Avec 53 % de son activité financée en 2018 par l'UE, Expertise France s'inscrit pleinement dans les priorités de la politique européenne de développement et en constitue un acteur clé sur le terrain.

L'agence peut en effet intervenir selon l'ensemble des modalités contractuelles prévues par la coopération européenne, sur l'ensemble des thématiques de l'agenda européen. Elle se distingue notamment comme l'un des principaux opérateurs de jumelages institutionnels dans la région du voisinage européen (sud et est) et intervient dans de nombreux projets financés par les fonds fiduciaires européens, notamment au Sahel. Accréditée à la gestion déléguée des fonds européens, l'agence peut ainsi concevoir très en amont des programmes européens de grande envergure sur l'ensemble du continuum sécurité-gouvernance-développement, garantissant un impact amplifié en termes de solidarité et d'influence.

Un réseau de partenaires européens

Grâce à l'action de son bureau de représentation à Bruxelles, installé au sein de la représentation permanente de la France, l'agence a développé une relation de confiance avec ses principaux interlocuteurs de la Commission européenne et des autres institutions européennes ainsi qu'avec les autres agences de coopération européennes.

Dans ce contexte, Expertise France a pris en mai 2018 la présidence du Practitioners' Network, réseau qui regroupe les 15 principales agences européennes de développement et constitue ainsi la première plateforme de coopération technique au monde.

Ce réseau favorise les actions communes auprès des institutions européennes et la coopération opérationnelle entre agences. Expertise France s'associe en effet aux autres agences, telles que la GIZ allemande ou la FIIAPP espagnole, dans le cadre de consortiums européens rassemblant le meilleur de l'expertise européenne.

« L'accréditation d'Expertise France à la gestion déléguée marque la confiance de l'Union européenne en la capacité de l'agence dans la conduite et la mise en œuvre des projets. Nous travaillons donc à l'harmonisation, l'amélioration continue et la modernisation de nos procédures et de nos outils internes pour garantir la maîtrise de nos activités et de nos risques, gage de la qualité de notre travail. »

Stéphanie Legueret
Chargée de mission contrôle interne et qualité

« Le Practitioners' Network favorise les échanges entre agences des États membres ainsi qu'avec la Commission européenne sur les aspects opérationnels de l'aide européenne au développement. Sur la base d'un plan de travail décidé annuellement par l'assemblée générale du réseau, nous mettons en commun notre expertise et dialoguons sur des sujets d'intérêt partagé – la coordination dans les contextes de crise et fragilité, l'architecture contractuelle de la gestion indirecte des fonds européens, les modalités de mobilisation de l'expertise publique... En définissant des positions, des outils et des procédures communes, nous contribuons à la concrétisation de la notion de mise en œuvre conjointe des projets de développement dans un objectif de renforcement de l'efficacité de l'aide. »

Anne-Elisabeth Gautier-Budai
Directrice du bureau d'Expertise France à Bruxelles



Nos géographies prioritaires

Afrique, Moyen-Orient, Asie, Amérique latine, Europe : Expertise France peut intervenir dans tous les pays, tout en accordant une attention prioritaire au continent africain et au voisinage européen.

Priorité Afrique

Concentrant 50 % de l'activité de l'agence en 2017, l'Afrique subsaharienne est une région prioritaire pour Expertise France – une dynamique qui se justifie par les nombreux défis économiques, sociaux, environnementaux et sécuritaires auxquels fait face le continent. Dans ce contexte, l'agence peut apporter une contribution essentielle au renforcement de la capacité des pays africains à définir, piloter et mettre en œuvre des politiques publiques adaptées aux besoins de leurs populations.

Expertise France intervient principalement en Afrique francophone, par exemple sur le renforcement de la protection civile en Guinée et en Côte d'Ivoire, l'appui à la décentralisation au Mali, la prévention du risque infectieux et la sécurité en milieu de soins au Burkina Faso, ou encore la réforme de la gouvernance économique et financière en Centrafrique.

L'agence développe aussi son activité en zone lusophone, comme en Angola avec le projet RETFOP de renforcement de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle, et en zone anglophone – notamment en Afrique de l'Est où elle intervient de façon croissante sur des projets régionaux, comme dans la Corne de l'Afrique avec des projets en matière de migrations.

Une activité en croissance en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

Depuis deux ans, l'activité d'Expertise France s'est fortement développée dans la région Afrique du Nord / Moyen-Orient, aujourd'hui deuxième zone d'intervention de l'agence avec près de 100 projets en cours.

L'agence gère notamment de nombreux jumelages institutionnels de l'Union européenne qui, grâce à la mobilisation d'un expert résident au sein même des administrations bénéficiaires, constituent un outil particulièrement efficace

pour le renforcement de la gouvernance des pays partenaires. De plus, ce type de projet participe à la convergence réglementaire entre l'Europe et son voisinage dans différents domaines – normes sociales, environnement, etc. Au Maroc par exemple, Expertise France s'est vu confier la gestion de plus de 35 jumelages depuis 2006, dont 6 en 2017, dans des secteurs variés : finances publiques, protection des consommateurs, budgétisation sensible au genre, surveillance des marchés...

Au-delà des jumelages, l'agence intervient dans de nombreux programmes, principalement européens, sur des thématiques aussi essentielles que la lutte contre le terrorisme, la gestion de la crise syrienne, la promotion de l'entrepreneuriat en Libye et en Tunisie, l'accompagnement des migrants au Maghreb, l'appui aux filières agricoles...



Expertise France intervient de façon croissante dans les Caraïbes et a récemment ouvert un bureau à Port-au-Prince, qui accueille les équipes des projets mis en œuvre par l'agence dans le domaine du développement durable et de la gouvernance économique et financière. En janvier 2018, le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Haïti ont signé un accord d'établissement permettant à Expertise France de renforcer son action dans ce pays où elle intervient depuis plus de dix ans.

L'agence souhaite désormais développer, en partenariat avec les territoires d'outre-mer, la projection des compétences et de l'expertise de ces territoires vers les pays de l'environnement régional.



Interview

— PAPA BIRAMA THIAM —
DIRECTEUR DE LA COOPÉRATION
TECHNIQUE DU SÉNÉGAL

À QUELS GRANDS ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT LE SÉNÉGAL FAIT-IL FACE ?

Le Sénégal ambitionne une croissance forte et inclusive. Les transformations structurelles de l'économie à même de générer des emplois pérennes ainsi que le développement du capital humain durable constituent des leviers pour que le Sénégal bénéficie du dividende démographique. Cette attention portée à la demande sociale implique la participation des collectivités territoriales et des citoyens dans le développement à la base, gage d'inclusion et de paix.

COMMENT LE SÉNÉGAL ET LA FRANCE PEUVENT-ILS TRAVAILLER ENSEMBLE POUR RÉPONDRE À CES DÉFIS ?

La volonté commune de bâtir une coopération bilatérale riche et diversifiée est une réponse concrète à ces défis. Elle repose sur des partenariats-clés en matière de promotion de la mobilité étudiante et des initiatives de la diaspora sénégalaise, de promotion de l'éducation, du soutien à l'innovation et aux grands projets structurants, vecteurs de transformation pour le quotidien des Sénégalais.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES DE COLLABORATION AVEC EXPERTISE FRANCE ?

Expertise France a sollicité la direction de la Coopération technique dans le cadre du développement et de l'accompagnement de ses activités de coopération conduites au Sénégal. Des échanges nourris ont eu lieu à ce sujet et un cadre partenarial est actuellement en gestation. Il permettra aux deux parties de définir leurs axes de partenariat privilégiés.

Une gamme de solutions rapides et modulables

Trois ans après sa création, l'agence est présente dans plus d'une centaine de pays, sur toutes les thématiques du continuum sécurité-gouvernance-développement, concevant et mettant en œuvre, en lien étroit avec ses partenaires, des projets de coopération qui concilient rapidité d'action et engagement à long terme.

Une évaluation précise des besoins

Parce qu'un diagnostic juste est la clé d'un projet réussi, Expertise France s'attache à comprendre le contexte local et à échanger avec ses partenaires sur leurs besoins afin de structurer des réponses sur mesure. Missions de terrain, études de faisabilité technique, entretiens individuels ou groupes de travail :

l'agence travaille avec l'ensemble des acteurs – administrations centrales et services déconcentrés, collectivités locales, société civile, secteur privé, autorités traditionnelles... Cette approche inclusive lui permet d'avoir une approche globale des enjeux et de favoriser la pérennité des actions entreprises.



Interview

— FRANÇOIS TARDIF —
CHARGÉ DE PROJETS À EXPERTISE FRANCE

POURQUOI ZINGO A-T-IL ÉTÉ MIS EN PLACE ?

ZINGO a un double objectif. Au sortir de la crise de 2013 en Centrafrique, l'idée initiale était de renforcer les capacités de cinq administrations publiques – quatre ministères et la mairie de Bangui –, afin qu'elles puissent piloter des projets sur financement extérieur. Le diagnostic, réalisé par l'AFD et Expertise France, a conduit à étendre le périmètre du projet au renforcement de la gouvernance, dans le but d'aider ces institutions à mieux fonctionner en interne (circulation de l'information, RH, archivage, etc.) et à mettre en œuvre leurs politiques publiques.

QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ PRIVILÉGIÉE ?

Du début à la fin, nous avons privilégié une démarche participative et une vision large du renforcement de capacités, au-delà des simples formations. Nous étions là pour aider à structurer la demande, pas pour apporter des solutions toutes faites. Cela a permis de faire émerger un consensus assez fort sur les priorités, et cela doit contribuer à la pérennité des actions entreprises dans le cadre de ZINGO.

COMMENT AVEZ-VOUS TRAVAILLÉ AVEC L'AFD SUR CE PROJET ?

Dès le départ, ZINGO a été co-construit. Expertise France, en partenariat avec le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, a beaucoup échangé avec l'AFD tout au long de la mise en œuvre. Deux des parcours de formation – l'un sur la gestion de projets et l'autre sur le management – ont ainsi été travaillés avec le CEFEB, le centre de formation de l'AFD, avec qui un protocole d'accord a été signé pour l'ingénierie pédagogique.

Une offre de service étendue

L'agence propose une offre de service étendue, qui peut combiner missions de conseil et d'assistance technique, fourniture d'équipements et supervision d'infrastructures.

Formations de sapeurs-pompiers associées à la réhabilitation et à l'équipement de 8 centres de secours d'urgence en Côte d'Ivoire ou actions de sensibilisation couplées à la mise en place d'un centre de sevrage anti-tabagique au Burkina Faso : l'agence propose une offre globale, plurisectorielle et modulable selon les priorités et les besoins de ses partenaires.

Expertise France, qui met en œuvre plus de 500 projets, peut aussi s'appuyer sur son expérience pour tirer des leçons et capitaliser sur les bonnes pratiques : c'est ainsi que la coopération avec le Maroc en matière de migration a pu inspirer le projet Lemma – qui appuie le gouvernement tunisien dans le développement et la mise en

œuvre de sa politique migratoire – et devrait donner lieu à un projet de coopération sud-sud, mobilisant de l'expertise européenne et marocaine dans certains pays du Sahel.

Un assemblage de savoir-faire complémentaires

Pour construire et mettre en œuvre ses projets, Expertise France s'appuie sur un vaste réseau de partenaires – publics comme privés, du Nord comme du Sud. En favorisant la formation de consortiums internationaux, en s'associant à des partenaires complémentaires, l'agence s'assure ainsi de mobiliser l'expertise la plus pertinente pour construire ses projets.

C'est dans cette logique que, dans le cadre du projet BFTPI (Bahrain French Town Planning Initiative) relatif à la planification territoriale et urbaine du Bahreïn, Expertise France a coordonné une équipe multidisciplinaire dans le cadre d'un consortium public-privé associant les sociétés d'ingénierie et d'architecture Arep Ville, Egis International et Setec Organisation.



Interview

— KARIM AÏT ALI —
DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT PROJETS URBAINS / SETEC

QUELLES ÉTAIENT LES ATTENTES DU GOUVERNEMENT DU BAHREÏN SUR LE PROJET BFTPI ?

Confrontés à un accroissement démographique rapide et à la dépendance aux ressources pétrolières, les dirigeants bahreïnais sont conscients de devoir faire évoluer drastiquement leur logique de développement. Ils ont donc souhaité réorienter leur stratégie territoriale via une réorganisation de la gouvernance, un nouveau schéma directeur d'aménagement et la mise en place de nouveaux outils urbains opérationnels. L'équipe menée par Expertise France, qui regroupait Egis, Arep et Setec, a répondu présent à ce défi.

COMMENT S'EST PASSÉE LA COLLABORATION AVEC EXPERTISE FRANCE ?

Coordinatrice du projet, Expertise France a tissé des liens privilégiés avec l'Urban Planning Authority, et a permis, en synergie avec ses trois partenaires, d'accéder à une écoute exceptionnelle tout au long du processus de conseil et de conception. L'implication des principaux décideurs du pays a crédibilisé et renforcé les ambitions affichées.

QUELS RÉSULTATS ONT ÉTÉ ATTEINTS ?

Pour abandonner le paradigme du « tout pétrole, tout voiture » au profit d'une approche plus raisonnée de l'aménagement, le gouvernement a consenti à une simplification réglementaire, pour faciliter les mutations urbaines, et à la mise en place de nouvelles procédures, notamment pour encadrer les grosses opérations d'aménagement du territoire. L'affirmation d'une limitation de l'étalement urbain (sur terre et en mer), d'une volonté de protéger le patrimoine agricole, de construire un paysage urbain et végétal attrayant sont autant de réponses apportées par l'équipe du BFTPI. L'objectif est au final simple et puissant : permettre au Bahreïn de maîtriser son avenir par la création du cadre institutionnel, technique et stratégique propice... et offrir une meilleure qualité de vie aux habitants.

Un métier de terrain

Une activité au plus près des bénéficiaires

Accompagnement sur mesure

Expertise France est une agence de mise en œuvre : sa mission est d'intervenir sur le terrain, à la demande de ses partenaires.

En 2017, plus de 150 experts résidents intervenant dans le cadre de projets de coopération pluriannuels ont pu jouer un rôle fondamental d'accompagnement sur le long terme, partageant leur expérience et leur savoir-faire en matière de politiques publiques, dans un dialogue entre pairs.

Complémentaires à l'expertise de long-terme, les missions de court terme – plus de 200 en 2017 – permettent de mobiliser des compétences adaptées à des activités ponctuelles, telles que des formations.

Indépendamment des projets, l'agence assure également la mobilisation d'experts

techniques internationaux, qui peuvent être placés directement au sein des administrations partenaires pour les conseiller. Depuis 2016, plus de 160 experts techniques internationaux ont été déployés.

Coordination locale

En complément de l'appui technique apporté par les experts, les collaborateurs de l'agence sur le terrain jouent un rôle essentiel de coordination : participant pleinement à la mise en œuvre de l'activité, ils sont en mesure d'assurer un suivi rapproché du déroulé des projets, d'assurer un rôle d'interface avec le siège, de répondre au mieux aux attentes de nos partenaires.

Les bureaux de représentations de l'agence – à Abidjan, Bruxelles, Hanoï et Tunis – viennent compléter ce dispositif, assurant la représentation de l'agence auprès des institutions nationales, de l'ambassade de France et des principaux bailleurs présents dans le pays.



Interview

— PASCAL VILLECROIX —
EXPERT TECHNIQUE INTERNATIONAL,
CONSEILLER DU MINISTRE DE
L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE,
TECHNIQUE ET DE L'ALPHABÉTISATION
DE RCA

COMMENT VOTRE PROJET PARTICIPE-T-IL AU RENFORCEMENT DU SYSTÈME ÉDUCATIF CENTRAFRICAIN ?

En RCA, le système éducatif a été très affecté par les événements de 2013. Avec l'appui de l'Unicef et de l'Alliance française de Bangui, je travaille à la mise en place d'un dispositif de formation des

instituteurs, qui manquent d'outils pédagogiques. Le premier objectif est de les équiper de liseuses numériques – un support peu coûteux, plus solide que le papier et d'une autonomie de près d'un mois –, sur lesquelles seront chargées des leçons. Ce dispositif sera complété par l'équipement en « koombooks » des 10 centres pédagogiques régionaux (CPR) du pays.

À QUOI SERVIRONT CES KOOMBOOKS ?

Ces koombooks, ou bibliothèques numériques, centralisent notamment l'ensemble des contenus pédagogiques élaborés pour l'ensemble des matières des 6 niveaux du primaire. Chaque instituteur équipé d'une liseuse pourra venir la charger en contenus dans son CPR grâce au Wifi – mais sans avoir besoin de connexion Internet.

QUEL BILAN FAITES-VOUS DU PROJET À CE STADE ?

Deux CPR ont pu être équipés de koombooks en 2017, et les 10 le seront d'ici fin 2019. De plus, des centaines de liseuses ont été distribuées grâce à du matériel fourni par Bibliothèques sans frontières et nous avons commencé la formation des personnels des CPR, à la fois sur les plans pédagogique et technique. Il s'agit d'une initiative phare pour la RCA, seul pays d'Afrique francophone à déployer un tel projet sur l'ensemble de son territoire.

Une présence sur tout le territoire

Au-delà des capitales

Si Expertise France accompagne les administrations centrales, elle est également en mesure d'apporter un appui plus ciblé pour répondre à des besoins locaux spécifiques. Ainsi, l'agence sait se déployer hors des capitales, et parfois dans des zones très isolées, pour aller au plus près des bénéficiaires. C'est le cas en Centrafrique : dans le cadre du projet « Relèvement & stabilisation en RCA » financé par le Fonds Bêkou, l'agence et ses partenaires CFI et ASF Belgique mettent en œuvre des activités dans les régions de Berberati et de Bria, respectivement à l'ouest et à l'est du pays.

Aux côtés des collectivités locales

Engagée en faveur de la décentralisation, l'agence renforce sa collaboration avec les collectivités territoriales françaises. Ainsi, dans le cadre du projet de mobilisation des ressources publiques de la Commune urbaine de Boffa (MRP-CUB) en Guinée, Expertise France a travaillé avec l'association Charente-Maritime Coopération (CMC), créée afin de mettre en œuvre le programme de coopération décentralisée du département.

L'agence travaille également directement avec certaines collectivités africaines, comme avec la ville de Kampala dans le cadre du projet Africa4Climate, ou avec la mairie de Bamako sur la mobilisation des ressources financières locales.



Interview

— CHÉRIF BAH —
VICE-MAIRE DE LA COMMUNE URBAINE
DE BOFFA (CUB)

POURQUOI LE PROJET DE MOBILISATION DES RESSOURCES PROPRES DE LA CUB A-T-IL ÉTÉ MIS EN PLACE ?

Confrontée à des problèmes économiques et sociaux importants, la CUB a vu ses ressources propres baisser. Nous avons donc développé, avec l'appui de nos partenaires techniques et financiers et surtout de l'association CMC, un plan de développement local pour recréer un écosystème

favorable à l'émergence de nouvelles activités, notamment autour de la nouvelle gare routière. C'est dans ce cadre que le projet MRP-CUB a été mis en place, pour nous accompagner dans le recouvrement et la gestion des recettes fiscales locales.

COMMENT LE PROJET S'EST-IL DÉROULÉ ?

La phase-clé a été celle de l'élaboration d'un plan d'action de mobilisation des ressources financières. Des instances de pilotage et de concertation ont ensuite été instaurées pour suivre et évaluer la mise en œuvre de ce plan d'action, ainsi que pour associer et mobiliser les citoyens sur la question du paiement des impôts locaux.

QUELS RÉSULTATS ONT ÉTÉ ATTEINTS ?

Nous avons procédé au recensement des contribuables afin de pouvoir mener des opérations de recouvrement, et notamment celui de la contribution foncière unique (CFU) pour laquelle l'ensemble de la communauté s'est mobilisé. Cela a permis d'augmenter significativement le potentiel fiscal de la commune, et les recettes servent désormais à financer des projets prioritaires à travers le budget participatif – comme certaines infrastructures publiques.

Des équipes engagées

Diversité et engagement

Début 2018, l'agence comptait plus de 325 collaborateurs au siège et 150 sur le terrain – des collaborateurs jeunes (avec une moyenne d'âge de 35 ans), majoritairement féminins et très engagés autour des missions de l'agence.

Grâce à un recrutement diversifié, Expertise France a la possibilité de recourir aux profils les plus adaptés pour le bon déroulé de ses projets. Des ressources humaines aux affaires juridiques, en passant par les systèmes d'information, la comptabilité et la communication, les fonctions transversales viennent en appui aux fonctions opérationnelles et sont impliquées au quotidien dans la mise en œuvre des projets de l'agence.

Présence renforcée sur le terrain

Expertise France compte des équipes de plus en plus nombreuses sur le terrain, qui se regroupent au sein de bureaux-projets mutualisés – comme en Tunisie, en Haïti, en RCA, au Mali, au Burkina Faso ou encore au Liban.

L'agence entend ainsi progressivement se doter d'unités de gestion de projet locales, au plus près de ses partenaires locaux, afin de renforcer encore et toujours la qualité de son action.

Professionalisation

Langues, management, logiciels... Expertise France attache une importance particulière au renforcement des compétences de ses collaborateurs tout au long de leur carrière : en 2017, plus de 220 salariés ont bénéficié du plan de formation de l'agence, ce qui équivaut à plus de 8400 heures de formation.

Les formations internes complètent le dispositif en apportant des compétences sur des sujets partagés comme la sécurité sur le terrain ou les marchés publics. La stratégie genre de l'agence s'appuie sur le renforcement du leadership interne pour développer des projets prenant en compte les enjeux liés aux inégalités femmes-hommes. Ainsi, plus de 220 salariés et experts ont été formés sur les fondamentaux du genre, et 2018 a vu le lancement d'un plan de formation thématique sur cette question.

Nos collaborateurs sont attachés à la mission de service public de l'agence. Ils apprécient de travailler dans un environnement où la solidarité internationale est un enjeu majeur. Certains de nos collaborateurs – notamment à la direction des Opérations – ont un parcours orienté vers l'international. Cela leur permet de mobiliser les savoir-faire nécessaires pour mener à bien leur mission, ou tout du moins d'appriivoiser rapidement le monde de la coopération technique internationale et la spécificité du métier de l'agence. Ils sont ainsi complémentaires des collaborateurs travaillant au sein des fonctions transverses, qui apportent leur maîtrise technique dans les domaines financier, informatique, juridique, etc. »

— VIRGINIE HENNER
ET MARTYNA BOGUCKA —
CHARGÉES RESSOURCES HUMAINES,
EXPERTISE FRANCE

« Le département des Ressources humaines d'Expertise France accompagne les différents départements de l'agence sur l'ensemble du processus de recrutement, de la formulation de leur besoin jusqu'à la sélection du ou de la candidate ayant le meilleur profil. Nous avons un bon dialogue avec les opérationnels, ce qui nous permet de mobiliser nos compétences de spécialistes RH – par exemple sur l'adéquation entre la mission définie et les compétences demandées. Nous apportons aussi un regard humain, afin de maximiser la complémentarité et les chances d'une bonne entente avec le reste des équipes en poste.



Interview

— JULIEN SCHMITT —
CHEF DE PROJET SUR LE PRIVATE SECTOR
DEVELOPMENT PROGRAMME

EN QUOI CONSISTE LE PSD PROGRAMME ?

Ce programme appuie le secteur privé au Liban et plus spécifiquement les TPME de 3 filières agricoles et de celles du secteur du meuble afin de renforcer leur compétitivité. Nous accompagnons nos partenaires institutionnels locaux – notamment la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Zahlé et le BIAT à Tripoli – pour qu'ils puissent eux-mêmes, à leur tour, accompagner au mieux les bénéficiaires finaux, menuisiers et petits agriculteurs. Accès au financement, formations

techniques et managériales, développement des liens avec le marché... Il s'agit d'un projet d'appui à 360°.

QUEL EST LE RÔLE DE L'ÉQUIPE EXPERTISE FRANCE SUR PLACE ?

Nous remplissons un rôle de suivi et de coordination des activités car nos interlocuteurs sont nombreux. En plus d'un travail quotidien avec nos partenaires libanais, très divers, nous faisons le lien avec le siège de l'agence, qui coordonne certains aspects institutionnels ou administratifs (financier, juridique...), ainsi qu'avec la délégation de l'Union européenne au Liban, notre bailleur, que nous tenons informée des avancées du projet.

COMMENT TRAVAILLEZ-VOUS SUR LE TERRAIN ?

Nous sommes toujours à l'écoute des besoins locaux, pour nous adapter si besoin. Dans cette optique, des sessions d'information et des visites de terrain sont systématiquement organisées avec nos partenaires à Beyrouth mais aussi à Zahlé, Tripoli et dans le Akkar. Une formation sur la certification des produits agricoles (« Integrated Crop Management certification ») a ainsi pu être organisée suite à une demande venant du terrain et elle mène actuellement à la certification de plus de 15 fermiers de la région de la Bekaa.



Interview

— CHRISTOPHE PEYRON —
DIRECTEUR DU BUREAU D'EXPERTISE
FRANCE À TUNIS

QUELLE EST L'ACTION D'EXPERTISE FRANCE EN TUNISIE ?

La Tunisie est le premier pays d'intervention de l'agence, qui y mène une trentaine de projets couvrant l'ensemble de ses quatre grands domaines d'intervention. Expertise France est donc pleinement mobilisée aux côtés de la Tunisie pour accompagner le pays – les institutions comme la société civile – dans sa transition politique et dans la mise en œuvre de ses grandes réformes institutionnelles et socio-économiques.

QUELLE EST LA MISSION DU BUREAU DE TUNIS ?

Elle est triple : représenter l'agence auprès de nos partenaires ; offrir un appui opérationnel à la trentaine de projets en cours et au développement de nos activités ; et, enfin, animer notre communauté d'experts sur le terrain – Expertise France mobilise en Tunisie une vingtaine d'experts résidents.

COMMENT ENVISAGEZ-VOUS L'ANNÉE À VENIR ?

Nous continuerons à accompagner les acteurs du changement en Tunisie en mobilisant et rassemblant une expertise française et européenne de pointe, et en déployant des solutions adaptées – notamment sur de nouveaux sujets tels que l'accompagnement des entrepreneurs tunisiens ou la valorisation du patrimoine culturel et architectural. Nous travaillons pour cela main dans la main avec la délégation de l'Union européenne, mais aussi avec l'Équipe France et de façon croissante avec le bureau de l'AFD à Tunis – le tout avec le souci d'apporter une forte valeur ajoutée, aussi bien humainement que professionnellement.



Contribuer aux objectifs de développement durable



Structurer les institutions
pour une meilleure
gouvernance



S'inscrire dans
le contiguum
sécurité-développement



Concilier développement
et climat



Renforcer le capital humain

Promouvoir la transparence de l'action publique en Afrique francophone

Initiative multilatérale lancée en 2011, le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) associe États et société civile au sein d'une même plateforme afin de favoriser la transparence des gouvernements et la participation citoyenne à la vie publique.

S'inscrivant dans le cadre du PGO, le #PAGOF – ou Projet d'appui aux gouvernements ouverts francophones – est le résultat du souhait de la France d'accompagner les administrations et la société civile des pays d'Afrique francophone membres du PGO dans la réalisation de leurs engagements et de leurs plans d'action nationaux.

Trois pays pionniers

Premiers pays d'Afrique francophone à avoir rejoint le PGO, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Tunisie seront donc accompagnés par Expertise France et CFI dans la mise en œuvre d'actions concrètes déterminées sur la base des engagements pris par ces 3 États. Cela inclut, par exemple, le soutien à la publication et à la vulgarisation des documents budgétaires de l'État, ou un appui au développement de portails d'open data (« données ouvertes ») mettant l'accent sur le format et la qualité des données communiquées au public.

BAILLEUR

AFD

BÉNÉFICIAIRES

BURKINA FASO, CÔTE D'IVOIRE, TUNISIE

PARTENAIRE

CFI

Année de démarrage

2017

Durée

3 ans

Budget

3,5M€



Interview

PIERRE JALLADEAU
DIRECTEUR AFRIQUE / CFI

POURQUOI IMPLIQUER LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS L'ACTION PUBLIQUE ?

L'importance accordée ces dernières années à la bonne gouvernance et au renforcement des processus démocratiques a permis de mettre en avant la nécessaire implication de la société civile dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques. L'État n'a pas le monopole de l'action publique, et la société civile a un rôle primordial en tant qu'acteur du développement et du changement social. Impliquer les organisations de la société civile dans la phase d'élaboration des politiques publiques permet de mieux prendre en compte les préoccupations et les besoins des populations – par exemple en matière d'éducation, de santé... Ensuite, dans la phase de suivi et d'évaluation, les organisations de la société civile doivent pouvoir exercer un contrôle citoyen, notamment en interrogeant les pouvoirs publics sur les résultats obtenus. Les médias, en tant que partie prenante de la société civile, joue également un

rôle important en offrant des espaces de débat et de concertation à même de stimuler la redevabilité et d'accroître la transparence de l'action publique.

QUELLE EST LA DÉMARCHE RETENUE ?

Le #PAGOF, qui découle directement du PGO, s'inscrit dans la même démarche innovante de concertation et de partage entre acteurs de la société civile et autorités publiques. À titre d'exemple, chaque plan d'action national est pensé et co-construit puis mis en œuvre de façon paritaire, avec un renforcement à parts égales de l'administration et de la société civile – dont les médias sont partie intégrante. L'objectif est de favoriser le dialogue et la concertation ainsi que de renforcer le poids de l'open data en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques, par exemple dans le domaine de la transparence budgétaire ou de la lutte contre la corruption.

COMMENT CFI TRAVAILLE-T-ELLE AVEC EXPERTISE FRANCE ?

En constante synergie, et ce dès le départ, car il s'agit d'un projet co-construit et co-animé par les deux opérateurs. Un certain nombre d'activités réunissent à la fois les administrations et la société civile, et nos équipes travaillent, quotidiennement, main dans la main, que ce soit dans le choix de l'expertise, le calendrier, les thématiques abordées...

Début 2018, une formation de formateurs en Côte d'Ivoire a marqué le lancement des activités du projet. Elle a réuni des responsables issus de l'administration et de la société civile pour les former au processus des consultations publiques – un outil essentiel pour favoriser la participation citoyenne à la prise de décision publique. L'animation a été assurée par une spécialiste du PGO issue de la société civile tunisienne, favorisant ainsi l'échange de savoir-faire entre les trois pays.

« Une démarche innovante de concertation et de partage »

SHARAKA, un modèle de coopération en matière de migration

À la fois pays d'origine, d'accueil et de transit, le Maroc joue un rôle pivot entre Europe et Afrique en matière migratoire. C'est pour accompagner les autorités marocaines dans ce domaine et en soutien au Partenariat pour la mobilité entre l'Union européenne et le Maroc que SHARAKA a été lancé.

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE, FRANCE, PAYS-BAS

BÉNÉFICIAIRE

MAROC

Année de démarrage

2014

Durée

3,5 ans

Budget

5,3 M€

Des outils concrets et précurseurs

Mobilisation de la diaspora, soutien à la migration légale des travailleurs marocains vers l'Europe, intégration professionnelle des immigrés régularisés au Maroc et réintégration des citoyens marocains de retour : SHARAKA a travaillé pendant trois ans et demi avec les autorités marocaines sur ces quatre thématiques afin d'accompagner la mise en œuvre de la nouvelle politique migratoire du pays.

Le projet a permis de construire une gamme cohérente d'outils : réalisation d'études techniques – par exemple sur la portabilité au Maroc des droits des retraités marocains résidant à l'étranger; développement d'outils opérationnels – comme le portail en ligne Maghribcom dédié à la mobilisation des compétences des Marocains résidant à l'étranger (MRE), ou l'application mobile « Welcome

« Faire de la mobilité humaine un facteur de développement international »

ANAPEC » pour accompagner les migrants régularisés dans leur recherche d'emploi; et enfin renforcement des compétences des cadres du ministère délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration (MDCMREAM).

Une démarche partenariale innovante

Les échanges d'expériences et de compétences entre administrations ont été au cœur de SHARAKA : Expertise France a sollicité l'expertise publique de 7 États européens pour répondre aux besoins des institutions marocaines partenaires. Privilégiant le dialogue entre pairs et l'association des acteurs sur le terrain, SHARAKA a développé une démarche innovante en matière de coopération technique internationale sur la thématique des migrations.

Expertise France prolonge aujourd'hui cette dynamique de dialogue entre pairs sur les politiques migratoires au Maroc, dans le cadre d'un nouveau projet d'appui institutionnel, financé par l'UE à hauteur de 1,6 M€. Celui-ci vise plus spécifiquement à appuyer le MDCMREAM sur les aspects budgétaires de la politique migratoire marocaine (planification, programmation, budgétisation, suivi).



- Capitaliser sur les projets de Migrations & Développement au Maroc et redéployer les plus performants
- Renforcer les capacités du gouvernement marocain dans la mobilisation des Marocains résidant en Europe
- Accompagner les immigrés régularisés dans leur insertion sur le marché du travail marocain
- Accompagner l'Agence pour l'emploi (ANAPEC) dans sa mission de placement en Europe des Marocains
- Appuyer les institutions et organisations de la société civile marocaines dans la réintégration des Marocains de retour



Vers le développement d'un secteur privé dynamique et inclusif en Libye

Plus de 7 ans après la révolution, les défis restent grands en Libye : instabilité politique, insécurité, mais aussi faiblesse structurelle de l'État et difficultés économiques affectent le développement du pays. Pour favoriser la reprise, le projet SLEIDSE intervient depuis 2016 pour appuyer le développement de PME et de start-ups dynamiques et capables de créer de l'emploi.

Accompagner les entrepreneurs

En 2017, Expertise France et ses partenaires libyens ont poursuivi leurs activités de soutien aux entrepreneurs à travers plusieurs activités dont le lancement d'une école de commerce en ligne, l'organisation de compétitions de plans d'affaires et près de 10 bootcamps permettant à contribuer à l'émergence d'un écosystème actif de start-ups en Libye. Alors que le secteur privé a longtemps été marginalisé, plus de 2500 candidatures d'entrepreneurs libyens ont été reçues et témoignent d'une vraie vitalité du tissu local.

Renforcer les institutions

La structuration de l'écosystème entrepreneurial passe aussi par un appui aux institutions qui accompagnent les entrepreneurs : c'est dans cet objectif que SLEIDSE a appuyé 10 universités

dans la mise en place d'incubateurs de start-ups et noué des partenariats avec 4 chambres de commerce pour renforcer leurs offres de services au bénéfice du secteur privé.

Améliorer l'accès au financement des TPME

L'accès aux financements étant l'un des principaux défis pour les TPME en Libye, Expertise France, en partenariat avec Bpifrance, œuvre à la réactivation de la Caisse nationale de garantie pour faciliter l'accès au crédit. Afin d'accompagner également les entrepreneurs les plus vulnérables, Expertise France a signé en mai 2018 un accord entre le Royaume-Uni et Expertise France pour la mise en place de la première agence de microcrédit en Libye, Assaray Namaa.

« Une vraie vitalité du tissu local »

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRE

LIBYE

PARTENAIRES

MEAE, BPI FRANCE, CCI, DG TRÉSOR, GIZ

Année de démarrage

2014

Durée

4,5 ans

Budget

7,6M€



Interview

VIRGINIE PONCET
RESPONSABLE EXPERTISE
INTERNATIONALE / BPIFRANCE

À QUELS DÉFIS SONT CONFRONTÉS PME ET ENTREPRENEURS LIBYENS POUR SE FINANCER ?

En Libye, les banques font leur métier de gestion de compte, mais n'accordent quasiment aucun crédit – notamment parce que la plupart des crédits ne sont pas remboursés. Or, depuis la chute de Kadhafi, la part de l'emploi public a fortement diminué et beaucoup de jeunes doivent créer leur propre entreprise, sans forcément en avoir les moyens. L'accès aux financements est donc un réel enjeu.

COMMENT LA RÉACTIVATION DU FONDS NATIONAL DE GARANTIE PEUT-ELLE CONTRIBUER À AMÉLIORER L'ACCÈS AU CRÉDIT ?

Pour accorder un crédit, les banques doivent être sûres d'être remboursées. Notre objectif est donc de mettre en place un système de garantie avec un garant fiable, qui paye quand il y a une défaillance. Bpifrance appuie donc la restructuration du fonds national de garantie (cadre réglementaire, budget, procédures...) pour qu'il soit opérationnel et puisse remplir ce rôle.

QUELLE EST VOTRE MÉTHODE DE TRAVAIL ?

Par le biais de workshops, nous réunissons tous les mois nos partenaires libyens et les experts de Bpifrance. Ces échanges nous permettent ensuite d'élaborer les livrables – par exemple, le décret de re-fondation du fonds de garantie, ou son budget. Nous sommes également en contact régulier avec les équipes du projet SLEIDSE à Tunis. C'est un projet difficile et ambitieux, mais le partenariat avec Expertise France fonctionne bien et nous espérons une première garantie avant la fin 2018.



Accompagner la gestion des finances publiques en Mauritanie

La modernisation des systèmes de finances publiques joue un rôle fondamental dans le processus de développement. C'est en faisant du budget de l'État un outil plus efficace et performant que les politiques publiques pourront contribuer au développement économique et à la lutte contre la pauvreté.

Depuis mars 2017, le Projet d'appui à la gestion des finances publiques (PAGEFIP) accompagne les autorités mauritaniennes dans la mise en œuvre de leur réforme des finances publiques, et tout particulièrement dans la préparation et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique relative aux lois des finances (LOLF).

Impulser une démarche de performance

En mettant en place de nouvelles règles d'élaboration et d'exécution du budget de l'État, cette nouvelle loi consacra le passage d'une budgétisation basée sur une logique de moyens à une budgétisation tournée vers les résultats.

Plus qu'une simple réforme des finances publiques, elle implique un changement profond de la culture administrative. Le PAGEFIP accompagne donc cette mutation par la mise en place d'outils adaptés et la formation de cadres issus des différentes directions du ministère des Finances.

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRE

MAURITANIE

PARTENAIRE

DGFIP

Année de démarrage

2017

Durée

3 ans

Budget

4 M€

En plus de l'appui à la réforme budgétaire et comptable, le PAGEFIP devra permettre d'améliorer le système de mobilisation des ressources intérieures pour assurer une meilleure prévisibilité budgétaire, et de renforcer les organes de contrôle tels que la Cour des comptes, l'Inspection générale des finances ou encore le Parlement dans leur rôle de vérification des comptes publics.

Mobiliser l'expertise française

Quatre experts issus de l'administration française mais aussi d'administrations régionales ou locales sont mobilisés pour la durée du projet. Ce dispositif est complété par de l'expertise court terme – 200 jours d'expertise ont été mobilisés sur la première année de mise en œuvre. Expertise France s'associe notamment à la direction générale des Finances publiques (DGFIP) française, qui peut s'appuyer sur l'expérience de la France en matière de réforme des finances publiques pour accompagner la Mauritanie.

« Plus qu'une simple réforme, un changement profond de la culture administrative »



Interview

SYLVIE STUREL
CHEFFE DE LA MISSION DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE /
DGFIP

QUELS SONT LES ENJEUX DE FINANCES PUBLIQUES EN MAURITANIE ?

La Mauritanie s'est engagée dans la mise en œuvre de sa réforme des finances publiques, qui devra se traduire notamment par l'adoption de la LOLF, d'un code de procédures fiscales et d'un nouveau code douanier. Dans ce cadre, la Mauritanie a pour enjeux son pilotage stratégique de réforme et l'amélioration de son système de gestion des finances publiques, pour une prestation efficace des services publics en faveur de la lutte contre la pauvreté.

QUELLE EST LA VALEUR AJOUTÉE DE L'EXPERTISE PUBLIQUE FRANÇAISE ?

La réforme de la gestion des finances publiques doit se traduire par l'adoption d'une LOLF, ce que le ministère des Finances français a mis en œuvre il y a un peu plus de 10 ans. L'expertise publique française apporte ainsi le recul et l'expérience des réussites et des solutions aux difficultés rencontrées. Elle dispose aussi de l'expertise opérationnelle du travail à réaliser en amont, sur les prérequis nécessaires à la concrétisation d'une telle réforme.

COMMENT LA DGFIP PARTICIPE-T-ELLE AU PROJET ?

Elle a participé en amont à la rédaction du projet lui-même, puis donne ses conseils métiers sur la méthodologie et le contenu des missions tout au long du projet. Elle apporte aussi la moitié de l'expertise long-terme affectée au projet et, sur les composantes finances publiques, fournit une grande partie de l'expertise court-terme qu'elle sélectionne grâce à sa connaissance des compétences des experts qu'elle mobilise. Enfin, elle participe au pilotage du projet par le suivi qu'elle opère des rapports de missions, du respect du calendrier, des objectifs et des livrables.

Focus transversal

Prendre la juste mesure du développement

En 2015, les Nations Unies ont adopté 17 Objectifs de développement durable (ODD) pour répondre aux défis environnementaux, sociaux et économiques auxquels sont confrontés tous les États de la planète. Or la mesure des progrès faits en matière d'ODD nécessite un nombre sans précédent de données statistiques pour alimenter les indicateurs de suivi : plus de 230 ont été retenus – taux de pauvreté, densité des professionnels de santé, indice de pollution des cours d'eau...

Problème : les données manquent parfois, car tous les États ne disposent pas d'un système statistique en mesure de les produire. De plus, en l'absence d'une méthodologie partagée, ces données ne sont pas systématiquement collectées et traitées selon les mêmes standards – ce qui rend impossible la comparaison des performances des différents États.

Dès lors, pour répondre à cette demande croissante de données harmonisées et de qualité, il est crucial de renforcer les systèmes statistiques nationaux, avec l'appui des organisations régionales pour une meilleure coordination. C'est dans cette optique que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères finance SODDA, un projet d'appui au suivi des ODD en Afrique.

« La mesure des progrès faits en matière d'ODD nécessite un nombre sans précédent de données statistiques »

Coordonné par Expertise France, ce projet vise à développer une réflexion sur les indicateurs de suivi des ODD en Afrique francophone, en associant notamment l'organisation statistique régionale africaine (AFRISTAT), les instituts statistiques de ses États membres et les écoles de statistiques africaines. Par le biais d'un groupe de travail régional, SODDA contribuera à identifier les indicateurs pertinents pour l'Afrique et à capitaliser sur les expériences des pays les plus avancés pour une diffusion des bonnes pratiques à l'échelle du continent.

BAILLEUR

MEAE

BÉNÉFICIAIRES

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (AFRISTAT, MALI), ÉCOLES STATISTIQUES AFRICAINES (CAMEROUN, SÉNÉGAL, RCI), INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DÉMOGRAPHIQUES (CAMEROUN), ET 7 ÉTATS MEMBRES D'AFRISTAT (BÉNIN, BURUNDI, CAMEROUN, MALI, SÉNÉGAL, TCHAD, TOGO)

PARTENAIRE

INSEE

Année de démarrage

2017

Durée

2 ans

Budget

500 000 €



Le contiguum sécurité-développement, nouveau défi de la coopération internationale

La multiplication des crises, leur inscription dans la durée et leur nature multidimensionnelle demandent une intervention collective et coordonnée de l'ensemble des acteurs de la sécurité et du développement, dans laquelle Expertise France inscrit son action.

Quels que soient les efforts des acteurs du développement, leurs actions ne parviendront pas à atteindre leurs objectifs si l'État n'est pas en capacité de jouer son rôle auprès des populations et d'assurer leur sécurité et l'administration des territoires. De la même façon, les efforts en matière de sécurité ne seront durables que s'ils sont accompagnés d'actions significatives permettant le retour des services de base et d'une administration locale transparente et légitime qui permette la satisfaction des besoins des populations et le règlement pacifique des différends. Autant de besoins qui, s'ils ne sont pas satisfaits, continueront d'alimenter la radicalisation, la violence intra-communautaire, les trafics et la propagation des groupes terroristes.

En réponse à cette réalité, Expertise France privilégie une approche globale, portant sur

la sécurité, la stabilisation à court terme et le développement à moyen et long terme. En s'appuyant sur son expérience de terrain, son réseau d'experts et la relation de confiance qu'elle entretient avec les autorités, l'agence y mène plus de 20 projets, dans les domaines du soutien aux forces de sécurité, de défense et aux opérations de maintien de la paix, du renforcement des structures de santé, de l'amélioration de la gouvernance, de l'insertion professionnelle...

PARSEC

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRE

MALI

PARTENAIRES

GIZ, CIVIPOL

Année de démarrage

2017

Durée

3 ans

Budget

29 M€

« Privilégier une approche globale »

Pas de développement sans sécurité...

L'agence met par exemple en œuvre le PARSEC, projet-clé de la stratégie européenne de stabilisation du Mali. Focalisé sur la région de Mopti, dans le centre du pays, ce projet a été conçu par l'UE comme une première réponse au glissement de l'insécurité du nord vers le centre du pays. Par un appui au renforcement et au redéploiement des forces de sécurité et de défense maliennes (équipements, infrastructures, formations...), le PARSEC vise à contribuer à l'amélioration de la sécurité des populations, du contrôle du territoire et de la gestion des espaces frontaliers, dans le respect de l'État de droit.

... et pas de sécurité sans développement

Expertise France met aussi en œuvre, toujours sur financement européen, le Programme d'appui à l'emploi dans les zones frontalières et périphériques du Burkina Faso.

Ce programme vise trois régions du nord du pays, particulièrement touchées par l'insécurité et le manque de perspectives économiques. Expertise France travaille en étroite collaboration avec les acteurs institutionnels burkinabè au niveau central et décentralisé et les organisations de la société civile locale pour développer la formation professionnelle et l'emploi des jeunes et des femmes, notamment par un accompagnement à la création d'entreprises pérennes.

PROGRAMME D'APPUI À L'EMPLOI

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRE

BURKINA FASO

Année de démarrage

2017

Durée

3 ans

Budget

7 M€



Lutter contre la criminalité organisée en Amérique latine

Homicides liés au trafic de drogues, traite d'êtres humains, enlèvements... L'Amérique latine représente 8 % de la population mondiale et 30 % des homicides, soit le plus fort taux de violence au monde. Le renforcement de la coopération internationale policière, judiciaire et des systèmes pénitentiaires est donc au cœur du programme EL PACCTO.

Combattre le crime organisé sous toutes ses formes

Face à la complexité, la diversité et la sophistication de la criminalité organisée en Amérique latine, EL PACCTO privilégie une réponse multidisciplinaire : le programme interviendra sur les différentes formes de crime organisé – un atelier régional sur la cybercriminalité a par exemple été organisé à Quito – et intègre dans sa stratégie des sujets connexes mais essentiels à prendre en compte, tels que la lutte contre la corruption, le blanchiment ou encore la saisie et la confiscation des avoirs criminels.

Des synergies pour renforcer l'ensemble de la chaîne pénale

Des forces de police aux administrations pénitentiaires en passant par les autorités

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRES

18 PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

PARTENAIRES

FIIAPP, IILA, INSTITUTO CAMÕES

Année de démarrage

2017

Durée

5 ans

Budget

19 M€

judiciaires, EL PACCTO entend renforcer les capacités de l'ensemble des acteurs de la chaîne pénale. Il veillera notamment à faciliter la coordination entre les différentes institutions, pour améliorer la cohérence et l'efficacité de la lutte contre la criminalité transnationale. Car tous les acteurs, tant à l'échelle des pays qu'au niveau de la région, doivent apprendre à échanger, et mettre en place des outils et des procédures pour faciliter le dialogue et la coopération.

Mobiliser l'expertise la plus pertinente

En 2018, environ 150 activités sont prévues, dont un peu plus d'un tiers couvrent au moins deux thèmes du programme. Elles pourront être nationales, pour répondre à la demande spécifique d'un pays, mais aussi multi-pays, voire régionales avec l'ensemble des pays partenaires.

Selon les thématiques, les experts seront européens ou latino-américains. Des échanges avec des institutions européennes comme Europol et Eurojust sont en cours, tandis que sur certains sujets spécifiques à l'Amérique latine, c'est l'expérience des pays voisins qui sera mobilisée.

« La question de la coopération, c'est avant tout une question de confiance »



Interview

XAVIER COUSQUER
CO-DIRECTEUR D'EL PACCTO

QUELLES SONT LES TENDANCES DU CRIME ORGANISÉ EN AMÉRIQUE LATINE ?

Excepté dans quelques pays, la criminalité organisée est plutôt en expansion dans la région. Les groupes criminels ont tendance à grossir et à lutter les uns contre les autres, ce qui explique une bonne partie des taux d'homicide. Globalement, il n'existe plus d'endroit épargné par les groupes criminels, même si les pays du cône sud sont encore relativement préservés de la violence.

EN QUOI L'APPROCHE D'EL PACCTO EST-ELLE INNOVANTE ?

Il s'agit du premier programme qui prend en compte la chaîne pénale dans son ensemble, de l'enquête à l'emprisonnement en passant par les poursuites et le jugement. La prise en compte des aspects pénitentiaires est novatrice, et d'autant plus importante que la prison est souvent une école du crime. Il faut traiter le problème de la criminalité organisée comme un tout, non linéaire, dans une logique de cercles concentriques qui s'alimentent les uns les autres.

COMMENT TRAVAILLEZ-VOUS SUR LE TERRAIN ?

Nous travaillerons sur la base de cas concrets, où il existe un besoin de coopération internationale : le diagnostic permettra d'identifier les sources du problème – compétences à renforcer, outils inexistantes ou inadaptés, législation à revoir... Ces activités seront menées sur la base de l'échange entre pairs : de la même façon qu'on crée la confiance parce que les gens se connaissent, on crée aussi la confiance parce que les gens parlent le même langage. La question de la coopération, c'est avant tout une question de confiance.



Prévenir et maîtriser les risques

Expertise France, qui assure la mise en œuvre de plus de 500 projets, est fondamentalement une agence de terrain : mettre en place des procédures pour prévenir et maîtriser les risques liés à son activité s'impose donc.

Une politique de sécurité renouvelée

Face aux risques terroristes, criminels, liés à une instabilité politique et sociale, ou même face au risque d'accident, la sécurité de ses collaborateurs est devenue un enjeu stratégique pour l'agence.

En plus d'un travail permanent de veille – préalable indispensable à la prévention et à la détection des crises –, plusieurs dispositifs de sécurité et de protection sont mis en place de façon à pouvoir réagir rapidement et efficacement en cas d'événement grave. « Il est par exemple capital de pouvoir suivre en temps réel les déplacements, et d'avoir les moyens de contacter les personnes sur le terrain en cas d'urgence », explique Denis Seltemann, directeur Sûreté d'Expertise France. De plus, comme nos personnels se déplacent régulièrement dans des zones sensibles (orange et/ou rouge), ils doivent suivre un protocole de sécurité strict afin d'obtenir l'autorisation de l'ambassade de France sur place et la signature d'un ordre de mission par la direction Sûreté.

Sécuriser l'activité sur le plan juridique

C'est également sous l'angle juridique qu'Expertise France travaille à anticiper et maîtriser les risques liés à son activité. Identifier les risques juridiques, les traiter le plus en amont possible et mettre en place des procédures préventives : c'est ce à quoi travaille le département des Affaires juridiques d'Expertise France.

« Tout projet de coopération implique de signer un ou plusieurs contrats : il faut donc mettre en place des procédures et des outils pour minimiser les risques inhérents à la contractualisation, qui se trouve au cœur de l'activité d'Expertise France », rappelle Tristan Cazin, directeur des Affaires juridiques. « Dans toute structure, l'enjeu est de mettre en place des règles pour prévenir le risque, tout en conservant une certaine souplesse pour ne pas ralentir inutilement l'activité opérationnelle. Aujourd'hui, le département des Affaires juridiques accompagne la direction des Opérations de plus en plus en amont, ce qui contribue à éviter certaines difficultés qui auraient pu naître ultérieurement, dans le cadre de l'exécution des contrats. »

« Développer une culture de la sécurité individuelle et collective »

Sensibiliser les collaborateurs

Enfin, qu'il s'agisse de sécurité sur le terrain, de sécurité de l'information ou encore de sécurité juridique, la sensibilisation en interne est une démarche essentielle pour développer une culture de la sécurité individuelle et collective. Ainsi, de nouveaux modules de formations « marchés publics » ont été lancés en 2017 au sein de l'agence; de même, en matière de sécurité, l'organisation de formations pratiques doit permettre de mettre les collaborateurs en situation et de les préparer à gérer de potentiels incidents.

« Ces formations sont également l'occasion d'échanger sur des sujets transversaux, qui concernent l'ensemble des collaborateurs – ce qui est d'autant plus essentiel que c'est collectivement que ces règles doivent être appliquées », conclut Tristan Cazin.



EFFECTUER UN DIAGNOSTIC ET UNE VEILLE PERMANENTE



METTRE EN PLACE DES PROCÉDURES ET OUTILS DE SUIVI



SENSIBILISER VIA DES FORMATIONS

Concrétiser l'Accord de Paris sur le climat

Le succès de l'Accord de Paris de 2015 repose sur l'ampleur des engagements pris par les pays lors de la COP21 pour lutter contre le dérèglement climatique. Le défi est désormais celui de concrétiser ces engagements.

Cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre, mise en place d'écotaxes, construction d'infrastructures vertes... : les engagements pris par les États ont été formalisés sous la forme de contributions déterminées au niveau national (CDN).

BAILLEUR

AFD

BÉNÉFICIAIRES

15 PAYS D'AFRIQUE, PMA ET PETITS ÉTATS INSULAIRES

Année de démarrage

2017

Durée

4 ans

Budget global

30M€

dont 3,5M€ pour Expertise France

Une réponse à des besoins d'accompagnement technique

Tous les États signataires ne disposent cependant pas des capacités techniques nécessaires pour atteindre ces objectifs : dès lors, un certain nombre de pays en développement ont indiqué leur souhait d'obtenir un appui sur les plans institutionnel, méthodologique et opérationnel.

En réponse à ce besoin, l'AFD a lancé la facilité Adapt'Action, dont le rôle est d'accompagner une quinzaine de pays parmi les plus vulnérables de la planète dans des trajectoires de développement sobres en carbone et résilientes au changement climatique.

« Renforcer l'appropriation des enjeux climatiques »

La confirmation d'un engagement français en faveur du climat

Expertise France participe à la mise en œuvre de ce programme de l'AFD, d'une part en appuyant les pays partenaires dans le renforcement de leurs capacités institutionnelles, d'autre part en accompagnant la mise en place d'outils tels que des bases de données climatiques. Cet appui vise à renforcer l'appropriation des enjeux climatiques par les bénéficiaires, et de faciliter ainsi l'intégration d'une dimension climat dans leurs stratégies de développement.

Avec ce projet, les deux agences prolongent ainsi leur engagement en faveur de l'adaptation au changement climatique, après avoir, en amont de la COP 21, accompagné 26 pays africains et petits États insulaires en développement dans le processus d'élaboration de leurs CDN.

Adapt'Action
Pour la mise en œuvre de l'accord de Paris



Interview

GAËL GIRAUD
ÉCONOMISTE EN CHEF, AFD

QU'EST-CE QU'UN COMMUN ?

Les communs impliquent trois éléments : une ressource, une communauté et des règles d'accès. Une communauté se fixe ses propres règles pour préserver, distribuer et promouvoir l'usage d'une ressource, qu'elle soit environnementale (biodiversité, eau, énergie) ou immatérielle (logiciels libres, copyleft) ou qu'il s'agisse d'un service (services à la personne, auquel cas le lien social comme tel devient la ressource).

QUEL LIEN LES COMMUNS ENTRETIENNENT-ILS AVEC LE DÉVELOPPEMENT ?

L'expérience montre que les solutions pour atteindre les ODD ne peuvent être ni exclusivement publiques, ni exclusivement privées. Les communs offrent une forme alternative de gouvernance, avec l'espoir qu'une gestion partagée de la ressource renforcera le lien social et la résilience des communautés face aux dérèglements climatiques ou aux chocs économiques.

COMMENT L'INTÉGRER AUX STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ?

Les communs permettent de repenser les politiques publiques. L'État peut favoriser les conditions d'émergence des communs, par exemple en reconnaissant à des communautés le droit de s'auto-organiser, en subventionnant certaines ONG... Plus généralement, considérer un projet, quel qu'il soit, comme un commun, c'est replacer les bénéficiaires au centre de son instruction en associant toutes les parties prenantes. Dans cette logique empruntée à l'internet 2.0 et aux fablabs, l'AFD a vocation, par ses financements et en association avec ses partenaires comme Expertise France, à accompagner la structuration de communs, anciens ou nouveaux, au sein des populations au service desquelles elle travaille.

Une énergie durable pour tous en Côte d'Ivoire

Dans le cadre du programme ENERGOS II d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire, Expertise France met en œuvre le projet ECLER IVOIRE. L'objectif est d'améliorer l'accès des populations rurales ivoiriennes à l'électricité grâce à l'énergie solaire, et de réduire les consommations énergétiques dans les bâtiments publics.

30 localités rurales électrifiées et un bâtiment public pilote rénové

Une étude de pré faisabilité réalisée au printemps 2018 a permis de visiter la trentaine de localités rurales prioritaires qui seront électrifiées par voie solaire, grâce la construction d'infrastructures de production et de distribution d'électricité adaptées au contexte local.

Par ailleurs, afin d'aider à la promotion de la réduction des dépenses en énergie des bâtiments publics et de renforcer la sécurité et le confort de leurs usagers, Expertise France apportera son conseil en matière d'efficacité énergétique et de gestion de l'énergie à travers des audits et études, actions de réhabilitation, sensibilisation et renforcement des capacités sur des référentiels et modèles.

Une gouvernance inclusive pour une action durable

Les activités du projet s'inscrivent pleinement dans la stratégie de l'État ivoirien en matière d'énergie, qui vise à assurer un accès à l'énergie à l'ensemble de sa population dans la lignée de l'initiative « Énergie durable pour tous » (SE4ALL).

« Recueillir les besoins pour définir des actions adaptées »



Par ailleurs, afin de garantir la durabilité des mesures lancées, ECLER IVOIRE est mis en œuvre en étroite concertation avec les parties prenantes, et notamment la direction générale de l'Énergie (DGE) et CI-ENERGIES, la société des énergies de Côte d'Ivoire.

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRE

CÔTE D'IVOIRE

Année de démarrage

2017

Durée

48 mois

Budget

10,7 M€



Interview

STÉPHANE AMOSSI
EXPERT TECHNIQUE RÉFÉRENT NATIONAL « ÉLECTRIFICATION RURALE DÉCENTRALISÉE PAR ÉNERGIES RENOUVELABLES »

COMMENT L'ÉLECTRIFICATION RURALE CONTRIBUERA-T-ELLE À L'OBJECTIF D'ACCÈS UNIVERSEL À L'ÉNERGIE ?

Certaines localités en zones isolées ou difficiles d'accès ne sont pas reliées au réseau de distribution d'électricité. L'électrification de 30 localités par le biais de réseaux électriques isolés et d'installations solaires domestiques doit permettre à près de 10 000 personnes d'avoir accès à une source d'énergie, à la fois propre et durable.

QU'APPORTE L'ÉTUDE DE PRÉFAISABILITÉ SUR LE PLAN TECHNIQUE ?

Cette étude a permis de recueillir des éléments essentiels pour bien dimensionner les futures infrastructures de production et de distribution d'électricité : données socio-économiques, superficie disponible, conditions d'accès... Sur cette base, l'équipe d'experts établira pour chaque localité une « fiche-village » analysant la faisabilité du projet, sur la base des spécificités constatées.

COMMENT LES PARTIES PRENANTES LOCALES ONT-ELLES ÉTÉ IMPLIQUÉES ?

L'étude s'est déroulée sur plusieurs semaines avec le soutien de l'administration ivoirienne et de ses représentants en région. Partout, un accueil très chaleureux a été observé. L'étude a d'ailleurs permis de présenter le projet aux autorités locales, aux administrations et aux futurs usagers, afin de recueillir leurs besoins pour définir des actions adaptées à leurs attentes.

L'Union européenne et l'Amérique latine unies pour lutter contre le changement climatique

Troisième phase du programme Euroclima financé par l'Union européenne, Euroclima+ soutient 18 pays d'Amérique latine pour appuyer un développement durable de la région, plus respectueux de l'environnement et résilient aux changements climatiques.

Fédérer l'expertise au service du climat

Lancée en 2017, cette troisième phase d'Euroclima est mise en œuvre par un consortium de cinq agences d'États membres de l'Union européenne (AFD, AECID, Expertise France, FIIAPP et GIZ), ainsi que par deux agences des Nations unies (ONU Environnement et la CEPALC).

La coordination globale du programme est assurée par le secrétariat du programme, tandis qu'Expertise France travaille en partenariat avec la GIZ pour la mise en œuvre de deux des six composantes sectorielles du programme – la composante « Forêts, biodiversité et écosystèmes » et la composante « Production agricole résiliente ».

Promouvoir des initiatives vertes et innovantes

Euroclima+ a pour objectif d'accompagner la formulation et la mise en œuvre de politiques et de mécanismes d'atténuation et d'adaptation efficaces face au changement climatique par la promotion d'un dialogue politique régional sur les questions climatiques et la mise à disposition d'un appui technique et financier.

EUROCLIMA+ EN CHIFFRES

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE AVEC UN CO-FINANCEMENT DU MINISTÈRE FÉDÉRAL ALLEMAND DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT (BMZ) ET DES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET ESPAGNOL

BÉNÉFICIAIRES

18 PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

PARTENAIRES

AECID, AFD, FIIAPP, GIZ, ONU ENVIRONNEMENT, CEPALC

Année de démarrage

2017

Budget

88 M€

dont 13 M€ pour Expertise France

Des appels à projets permettront d'identifier et de financer des actions locales stratégiques et bien articulées, mises en œuvre par différents types d'acteurs qui permettront de générer des bénéfices tangibles et susceptibles d'être répliqués à l'échelle régionale.

L'appel à projets lancé dans le cadre de la composante « Forêts, biodiversité et écosystèmes » vise par exemple à encourager l'expérimentation et la mise en œuvre d'approches innovantes de gestion durable des forêts, en protégeant sa biodiversité et ses écosystèmes et en prenant en compte la multifonctionnalité des forêts et leur intégration dans la gestion des territoires ainsi que les communautés locales qui en dépendent, notamment les peuples indigènes.

« Générer des bénéfices tangibles et susceptibles d'être répliqués à l'échelle régionale »



Interview

PHILIPP SCHÖNECKER
CONSEILLER GIZ AU SEIN
DU SECRÉTARIAT EUROCLIMA+

QUEL EST LE DÉFI PRINCIPAL D'EUROCLIMA+ ?

Le principal défi réside dans la complexité du programme : nous travaillons dans six secteurs et sur des thématiques transversales (liées à la gouvernance climatique) avec 18 pays d'Amérique latine présentant des profils relativement variés. De plus, le programme est mis en œuvre conjointement par cinq agences d'États membres de l'Union européenne ainsi que deux agences onusiennes. La coordination et la communication sont donc essentielles pour garantir la cohérence du programme et s'assurer de l'atteinte de son objectif.

QUELLE EST LA VALEUR AJOUTÉE DE L'EXPERTISE EUROPÉENNE DANS CE PROGRAMME ?

Sa complexité est aussi ce qui fait la grande force de ce programme : la mise en œuvre conjointe par cinq agences d'États membres de l'UE permet de bénéficier d'expertises complémentaires, afin d'aider nos partenaires à adresser des défis aussi complexes et protéiformes que le changement climatique et le développement durable. Euroclima+ est un programme pilote destiné à renforcer les synergies dans l'action de l'UE en Amérique latine, conformément à l'esprit du nouveau consensus européen sur le développement. Le programme peut s'appuyer sur les forces et la diversité des expériences de tous les acteurs impliqués, ainsi que sur les programmes, expériences, structures et solides relations de coopération déjà en place entre ces acteurs et les partenaires locaux.

COMMENT LA GIZ ET EXPERTISE FRANCE COLLABORENT-ELLES AU QUOTIDIEN ?

Le travail d'équipe est la clé du succès de l'approche innovante d'Euroclima+, d'où l'importance d'une étroite coordination entre tous les partenaires impliqués. C'est dans cet état d'esprit que nous travaillons actuellement et nous comptons résolument continuer ainsi. Expertise France et la GIZ travaillent au quotidien dans une démarche de coopération très étroite et efficace, fondée sur la confiance et le respect mutuels.

Focus transversal

Innovations vertes en Afrique

En 2013, l'Union européenne accueillait près de 50 % des 370 000 étudiants africains en mobilité. Parmi eux, de plus en plus considèrent l'entrepreneuriat comme une voie d'insertion professionnelle et souhaitent créer une entreprise dans leur pays d'origine, valorisant ainsi les compétences acquises durant leurs études.

Projet pilote soutenu par le comité de pilotage du Processus de Rabat, MEETAfrica – ou Mobilisation Européenne pour l'Entrepreneuriat en Afrique – mise donc sur le savoir-faire et le potentiel d'innovation des diasporas africaines diplômées d'Europe pour qu'elles deviennent des leviers pour le développement de leurs pays d'origine.

Le projet, coordonné par Expertise France et mis en œuvre avec Campus France, la GIZ/CIM et l'Institut de recherche pour le développement, et avec l'aide d'agences publiques dans les six pays partenaires, accompagne donc 80 entrepreneurs sélectionnés en 2016 dans le développement de leur projet d'entreprise (consolidation du projet, démonstration de la faisabilité technique et économique, aide au réseautage et à l'accès au financement, etc.)

Et c'est le pari de certains d'entre eux que de créer de la richesse en innovant d'un point de vue technologique, tout en contribuant à la transition écologique. Recyclage, énergie durable, agriculture biologique... Parmi les 80 projets innovants retenus en 2016, 30 projets portent une dimension verte. La start-up SANUVA au Mali a développé une offre complète de gestion des déchets pour les autorités locales, les entreprises, les acteurs de l'événementiel : installation de poubelles de tri, sensibilisation du personnel, collecte des déchets avec des vélos cargos, valorisation dans un centre de tri mis à disposition par la commune 4 de Bamako, relevé environnemental pour un suivi par le client. La start-up Elum Africa a pour sa part mobilisé la technologie au service des énergies renouvelables, et a inauguré son premier site marocain de gestion et de stockage intelligent d'énergie solaire à Tanger en octobre 2017.

Une seconde phase du projet, en préparation, devrait permettre sous réserve de financements de lancer un second appel à projets en 2019 contribuant ainsi à la modélisation d'un modèle européen d'accompagnement à la création d'entreprise innovante par les diasporas africaines.

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE / ICMPD ET MEAE

BÉNÉFICIAIRES

ALGÉRIE, CAMEROUN, MALI, MAROC, SÉNÉGAL, TUNISIE

PARTENAIRES

CAMPUS FRANCE, GIZ-CIM, IRD

Année de démarrage

2016

Durée

28 mois

Budget

1,7 M€

80 ENTREPRENEURS SÉLECTIONNÉS

30 PROJETS AVEC UNE DIMENSION VERTE

7 AGENCES PUBLIQUES DE RÉFÉRENCE DANS LES PAYS D'ORIGINE

ALGÉRIE

Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET)

CAMEROUN

Agence de promotion des petites et moyennes entreprises (APME)

MALI

Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes (APEJ)

MAROC

Centre national pour la recherche scientifique et technique (CNRST)

SÉNÉGAL

Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME)

TUNISIE

Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII)

Renforcer la sécurité sanitaire en Guinée

Fin 2014, face à l'ampleur de l'épidémie d'Ebola et à la demande des autorités sanitaires guinéennes, la France et l'Union européenne ont confié à Expertise France le projet PREPARE, dans le but de renforcer la surveillance épidémiologique et la riposte aux épidémies en Guinée.

L'ambition : répondre à la crise et garantir la sécurité sanitaire internationale, mais aussi et surtout renforcer durablement le système de santé guinéen. Dans cette optique, Expertise France a travaillé sur trois volets d'action majeurs : détecter, préparer et riposter.

Un mécanisme régional mobile d'intervention rapide

Concrètement, PREPARE a contribué à répondre à la crise sanitaire engendrée par Ebola en formant, équipant et déployant 8 équipes régionales polyvalentes d'alerte et de riposte aux épidémies (ERARE). La mise en place de ces équipes doit contribuer à la détection précoce et au traitement rapide des maladies infectieuses à potentiel épidémique (fièvres hémorragiques – fièvre jaune, à virus Ebola, etc. –, rougeole, choléra...), avant qu'elles n'atteignent le seuil épidémique.

« Renforcer durablement le système de santé guinéen »

Dans le cadre de PREPARE, 207 membres des ERARE ont été identifiés par le ministère de la Santé guinéen, puis formés par Bioforce et Santé Publique France sur les quatre modules d'intervention : sensibilisation, surveillance et alerte, investigation, riposte. Equipées de matériels roulants et médicaux, bénéficiant de locaux réhabilités ou construits grâce au projet, les ERARE ont ensuite été déployées dans les

8 régions sanitaires du pays avec l'appui de la Sécurité civile française et de la Croix-Rouge guinéenne.

Une logique de long terme

Les ERARE constituent désormais un outil pérenne à disposition des autorités guinéennes pour lutter contre les épidémies.

Constituées exclusivement de personnels de santé guinéens, elles sont ancrées dans les 8 régions sanitaires guinéennes et s'intègrent ainsi dans le système national de veille et de sécurité sanitaire guinéen, supervisé par la nouvelle Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS). Cette dernière devrait prochainement participer à la mise en place des EPARE, les équipes préfectorales d'alerte et de riposte aux épidémies.

BAILLEUR

MEAE, UE

BÉNÉFICIAIRE

GUINÉE

PARTENAIRES

INSTITUT BIOFORCE DÉVELOPPEMENT, SÉCURITÉ CIVILE FRANÇAISE, SANTÉ PUBLIQUE FRANCE, CROIX-ROUGE GUINÉENNE

Année de démarrage

2015

Durée

32 mois

Budget

5,8 M€



Interview

DR. MARION ADLER, TABACOLOGUE, HÔPITAL ANTOINE-BÉCLÈRE (APHP)

Au Burkina Faso, une unité de sevrage tabagique a été mise en place à Ouagadougou dans le cadre de Voussongou, un projet qui contribue à renforcer la politique de prévention avec la lutte contre le tabagisme et l'aide au sevrage tabagique.

QUEL EST L'INTÉRÊT DE CETTE UNITÉ DE SEVRAGE TABAGIQUE ?

Le tabagisme fait partie des maladies chroniques graves, qui fait chaque année des millions de morts dans chaque pays. Dans de nombreux pays en développement, peu de lois existent pour protéger les populations et les possibilités de prise en charge pour la guérison sont souvent insuffisantes. La création d'un centre d'aide à l'arrêt du tabac, avec l'organisation de consultations et la mise à disposition de traitements, est donc très utile pour aider les Burkinabè à arrêter de fumer. Depuis l'inauguration début 2017, une quinzaine de personnes se relayent pour accueillir les patients et former le personnel soignant de tout l'hôpital.

QUEL A ÉTÉ VOTRE RÔLE SUR CE PROJET ?

L'objectif était de former le personnel médical de cette unité à la prise en charge de l'arrêt du tabac (entretiens motivationnels, utilisation pratique des traitements, thérapies complémentaires, etc.). Une attention particulière a été apportée aux méthodes pour sensibiliser et former les autres services hospitaliers – maternité, cardiologie, chirurgie... – afin qu'ils soient eux aussi mobilisés, car l'arrêt du tabac facilite le traitement d'autres maladies. Très professionnelle, l'équipe en charge de l'unité est extrêmement motivée, et nous avons travaillé ensemble sur des cas concrets qui nous ont permis d'échanger nos points de vue sur des problématiques communes.



Une montée en charge pour l'Initiative 5%

Au cours des précédentes décennies, la France s'est distinguée par son engagement dans la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Expertise France est résolument engagée sur ces enjeux de santé mondiale à travers l'Initiative 5%.

Contribution indirecte de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Initiative 5% apporte une expertise, notamment francophone, aux pays éligibles, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes financés par ce Fonds.

Cet appui se fait selon deux modalités : une modalité de court terme, qui permet de mobiliser rapidement une expertise technique de haut niveau pour répondre à des besoins ponctuels; et une modalité de long terme, qui permet via un processus d'appels à projets annuels de financer des interventions de plus longue durée, complémentaires aux subventions du Fonds mondial.

Un mécanisme pertinent

Dans un objectif d'amélioration de l'action publique et de redevabilité envers les

contribuables français, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a initié en 2017 une évaluation stratégique de l'Initiative 5%.

Menée par un cabinet indépendant, celle-ci met en évidence la pertinence de ce mécanisme quant au renforcement des systèmes de santé des pays bénéficiaires. Elle souligne également la complémentarité de ses actions par rapport aux programmes du Fonds mondial, et son efficacité dans l'amélioration de l'accès aux subventions du Fonds mondial et leur gestion. Outre ces succès, des axes d'amélioration ont été formulés pour renforcer et pérenniser ce dispositif.

De nouvelles perspectives

La montée en charge de l'Initiative 5%, dont le budget passe de 18 à 25 M€ annuels, implique un effort renouvelé d'Expertise France pour répondre aux 3 objectifs fixés pour 2017-2019 :

- Renforcer les capacités des acteurs nationaux pour l'accès, la gestion et la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial;
- Contribuer à l'amélioration des environnements dans lesquels les subventions sont mises en œuvre, particulièrement en agissant pour le renforcement du système de santé;
- Promouvoir l'adoption d'approches innovantes étayées par des données probantes au service de la lutte contre les pandémies.

BAILLEUR

MEAE

BÉNÉFICIAIRE

MULTIZONE

Année de démarrage

2011

Budget cumulé

25 M€
par an



Dans le cadre de l'appel à projets « Résistances » lancé en 2015, l'Initiative 5% finance REACT, un projet de recherche opérationnelle sur les nouvelles stratégies de lutte contre les vecteurs du paludisme au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Porté par l'Institut de recherche pour le développement (IRD), ce projet étudie le bénéfice de la mise en œuvre de 4 nouvelles stratégies de lutte antivectorielle sur la transmission du paludisme et la survenue de la maladie. Depuis 2016, 57 villages participent aux enquêtes épidémiologiques et entomologiques.

L'évaluation transversale des projets de recherche opérationnelle sélectionnés par l'Initiative 5% a souligné l'impact très fort de certains d'entre eux sur la prise en charge des pandémies, et salué la position de la France qui a choisi de soutenir des projets innovants et dont les résultats ont conduit à des évolutions majeures dans la prise en charge des patients. C'est dans cette dynamique que l'Initiative 5% a lancé un appel à projets dédié à la recherche opérationnelle en août 2018.

« Une forte complémentarité des actions par rapport aux programmes du Fonds mondial »

Améliorer la qualité et l'accès à l'éducation de base au Soudan

Expertise France se mobilise pour assurer une éducation inclusive, équitable et de qualité, et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Au Soudan, avec EQUIP, l'agence intervient notamment sur le volet de la formation initiale des enseignants.

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRE

SOUDAN

PARTENAIRE

CIEP

Année de démarrage

2018

Durée

36 mois

Budget

4M€

Former les enseignants

Dans le cadre du Programme d'amélioration de la qualité de l'éducation (*Education Quality Improvement Programme – EQUIP*), Expertise France appuie plus spécifiquement les ministères soudanais de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement général dans l'amélioration des curriculums de formation des enseignants, et dans le renforcement de la formation initiale des enseignants.

L'objectif est de contribuer à l'amélioration du système éducatif, notamment au niveau du primaire. De plus, dans la mesure où le Soudan connaît depuis plusieurs années une augmentation importante des populations déplacées et réfugiées sur son territoire, EQUIP apporte une attention particulière à certains groupes vulnérables, notamment les migrants et les filles.

Une démarche en deux temps

Comme le Soudan manque de données statistiques en matière d'éducation, le projet travaillera d'abord à l'identification des besoins du secteur : une étude de terrain conduite en 2018 cible 9 États du Soudan où les taux de scolarisation et d'achèvement du primaire sont particulièrement faibles. Pour sa réalisation, Expertise France travaille en partenariat étroit avec le CIEP, notamment pour la mobilisation de l'expertise publique française en matière éducative.

Dans un second temps, EQUIP sera consacré à la formation de formateurs d'enseignants et d'enseignants-stagiaires, sur la base d'un curriculum de formation mis à jour – puis à l'évaluation de ces formations. Afin de faire le lien entre théorie et pratique professionnelle, Expertise France travaillera en étroite collaboration avec le British Council, qui est en charge du volet « Formation continue » du programme EQUIP.

« Un partenariat étroit avec les membres de l'Équipe France »

Interview



JEAN-NOËL BALÉO
CONSEILLER DE
COOPÉRATION
ET D'ACTION
CULTURELLE /
KHARTOUM

COMMENT EQUIP S'EST-IL MIS EN PLACE ?

Expertise France et le CIEP ont été sollicités par l'ambassade de France au Soudan pour présenter un projet conçu par le Service d'action et de coopération culturelle (SCAC), portant sur la rénovation du curriculum de formation initiale des professeurs. Nous avons fait appel au CIEP en raison de son expertise technique et à l'ensemblier Expertise France, au-delà de sa qualité d'agence reconnue par l'UE, car il dispose d'une agilité budgétaire et de circuits décisionnels courts qui répondaient bien à l'ensemble des contraintes du projet. Celui-ci est aujourd'hui mis en œuvre en association très étroite avec le SCAC et constitue désormais l'une des composantes de notre coopération.



MUINATÉ SAÏD-ALI
COORDINATRICE
GÉOGRAPHIQUE
AFRIQUE CENTRALE,
DE L'EST ET
AUSTRALE /
EXPERTISE FRANCE

QUEL BILAN FAITES-VOUS DE CETTE COLLABORATION ?

Dans un contexte fortement concurrentiel, la collaboration entre l'ambassade, Expertise France et le CIEP a permis d'afficher une posture « Équipe France » soudée et complémentaire vis-à-vis des interlocuteurs techniques et financiers présents au Soudan. La synergie entre les trois entités a permis l'élaboration d'une offre de service de qualité et adaptée aux besoins nationaux, pour laquelle l'ambassade a apporté sa connaissance du terrain et partenaires institutionnels, Expertise France a mis à disposition son expertise dans l'ingénierie et le montage de projets de coopération sur financement européen, et le CIEP a fourni son expertise technique dans le secteur de l'éducation.



Appuyer la réforme de la protection sociale en Chine

Le système de protection sociale chinois est marqué les importants défis posés par le vieillissement rapide de la population et par une grande diversité des régimes, ce qui engendre des inégalités – entre travailleurs ruraux et urbains, entre hommes et femmes... Afin d'étendre le niveau de protection sociale, l'État chinois s'est intéressé à l'expérience européenne.

Renforcer l'équité et la cohésion sociale

Financé par l'Union européenne, ce projet mis en œuvre par un consortium de 10 institutions publiques européennes accompagne les autorités chinoises dans la réforme de leur système de protection sociale. Il apporte notamment un appui à la planification et la mise en œuvre de réformes structurelles du système de protection sociale, au renforcement des capacités de gestion financière des cotisations perçues par l'État, ainsi qu'à l'harmonisation des programmes d'assistance sociale.

Partager les bonnes pratiques

Ce projet a tout d'abord contribué à dresser un état des lieux de la situation en Chine. Il a également permis de faire connaître les différentes expériences européennes via la réalisation d'études et l'organisation de visites

et formations dans de nombreux États membres (Belgique, Espagne, Italie, France, République tchèque...), le tout sur des thématiques diverses : le financement des retraites, l'évaluation de l'efficacité des politiques sociales, l'économie du vieillissement, les conditions d'accès aux services sociaux, la prévention de la fraude...

« Faire connaître les différentes expériences européennes »

BAILLEUR

UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRE

CHINE

PARTENAIRES

INSTITUT ITALIEN DE PRÉVOYANCE SOCIALE (CHEF DE FILE) ET 8 AUTRES INSTITUTIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES

Année de démarrage

2014

Durée

4 ans

Budget

6,7 M€

Des réformes pilotes au niveau local

Sur la base du travail effectué, un appui à la mise en place de réformes pilotes au niveau local a pu être apporté dès 2016 : une visite préalable de six provinces a ainsi été organisée afin d'établir avec elles un plan d'action, et mettre en œuvre des actions de coopération sur la période 2017-2018.

D'autres activités ont suivi en 2017 – avec par exemple la conception d'un programme de sensibilisation des travailleurs du Qingyuan aux enjeux de la protection sociale, ou encore l'organisation d'un échange de bonnes pratiques avec la ville de Shanghai en matière de prise en charge des personnes âgées dépendantes.



Focus transversal

Le genre comme vecteur de cohésion sociale

Malgré d'indéniables avancées dans l'éducation, l'emploi ou la parité, les inégalités femmes/hommes restent importantes en Amérique latine. La composante Genre du programme EUROsociAL+ s'attache donc à renforcer les politiques publiques d'égalité de genre de 18 pays latino-américains pour renforcer la cohésion sociale.

C'est la première fois que le programme EUROsociAL, qui en est à sa troisième phase, consacre une composante et un budget – 8 M€ – intégralement dédiés aux questions de genre. « Il s'agit d'une reconnaissance de la contribution de l'égalité entre femmes et hommes au développement », explique Marie-Dominique de Suremain, coordinatrice de la composante Genre dont Expertise France assure la mise en œuvre. « Le genre est une loupe, un outil d'analyse sociale qui apporte une vision plus juste des problématiques sociales », ajoute-t-elle. Et cela doit permettre de définir des politiques publiques adaptées pour lutter contre les inégalités femmes/hommes.

Un programme orienté à la demande

EUROsociAL est conçu comme un parcours d'accompagnement des institutions partenaires, avec tout d'abord une phase de dialogue, à partir de l'identification des besoins et du changement attendu. Celui-ci sert de base à la définition d'un ensemble cohérent d'activités permettant de créer un nouvel outil ou mécanisme améliorant la conception ou la mise en œuvre d'une politique publique donnée.

L'année 2017 a essentiellement été consacrée à l'identification des besoins exprimés par les institutions publiques en Amérique latine,

nationales ou régionales. Bilan : plus de 50 % des demandes portent sur les questions de violences, que ce soit dans l'espace privé, en milieu professionnel, dans l'exercice du pouvoir, ou dans l'espace public...

Lutter contre les violences de genre

Le programme accompagne donc la mise en œuvre de politiques publiques de lutte contre les violences faites aux femmes, qui contribuent à renforcer les trois « autonomies » – physique, économique et politique. « L'Amérique latine est assez avancée conceptuellement sur la question des violences de genre. Le concept de *fémicide* a par exemple été inscrit dans la loi par 18 pays », rappelle Marie-Dominique de Suremain.

Sauf que les textes ne sont pas toujours appliqués, du fait de l'engorgement de la justice, de la difficulté à recueillir des preuves, parce que les femmes ne portent pas systématiquement plainte ou qu'elles ne sont pas entendues. Elles ont besoin également d'être mises en sécurité, de retrouver un emploi et un logement, de protéger les enfants. Il s'agit donc pour EUROsociAL+ d'appuyer des politiques structurelles, de travailler avec un ensemble d'acteurs, avec une approche globale et dans l'optique d'améliorer le travail interinstitutionnel – des services des droits des femmes dans les ministères aux institutions judiciaires, en passant par la police mais aussi avec une approche sociale et locale, qui joue un rôle central d'accompagnement et protection des victimes de violences.

« Le genre est une loupe, un outil d'analyse sociale »

En 2018, EUROsociAL+ a travaillé avec l'Association interaméricaine des ministères publics (AIAMP) pour décliner dans plusieurs pays le protocole d'enquête sur les *fémicides* élaboré sous l'égide d'ONU Femmes, avec l'Institut des femmes du Mexique (INMUJERES) pour améliorer un mécanisme d'alerte féminicide régional, et avec un réseau de refuges de la province de Buenos Aires pour renforcer l'accès au travail des victimes.

Transversaliser le genre

Autre priorité identifiée : la transversalisation, autrement dit le développement des politiques genre dans les différents ministères, et ce, chaque fois que possible, en lien avec les deux autres composantes du programme, Gouvernance démocratique (mise en œuvre par la FIIAPP) et Politiques sociales (mise en œuvre par l'Istituto Italo Latino Americano).

Cela peut par exemple passer par un groupe de travail genre d'un ministère de la santé (Colombie) ou par le développement des statistiques genrées (Costa Rica) et de la budgétisation sensible au genre (Uruguay) – sujets sur lesquels l'Europe a beaucoup à apporter, et qui consistent à analyser ce que l'État fait pour l'égalité, et quel est l'impact en termes d'égalité du budget alloué à une politique publique. « Car c'est seulement par une intégration réelle et substantielle du genre dans l'ensemble des politiques publiques que l'action des États pourra réellement être efficace en matière d'égalité entre femmes et hommes », conclut Marie-Dominique de Suremain.

EUROSOCIAL+ EN CHIFFRES

BAILLEUR
UNION EUROPÉENNE

BÉNÉFICIAIRES
18 PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

PARTENAIRES
FIIAPP (CHEF DE FILE), IILA, SISCA

Année de démarrage

2016

Durée

60 mois

Budget global

32 M€

dont 8,1 M€
mis en œuvre par
Expertise France





Résultats 2017



Actif

€	Exercice 2017			
	Brut	Amort. prov.	Net	N-1 Net
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets	1 679 713	872 160	807 553	668 088
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	488 174	-	488 174	146 596
Avances sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques	10 902	3 365	7 537	9 717
Autres immobilisations corporelles	2 441 508	1 338 205	1 103 303	1 461 428
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations évaluées				
Autres participations				
Créances rat.part.				
Autres titres immo.				
Prêts				
Autres immobilisations financières	511 743	-	511 743	562 282
TOTAL (I)	5 132 040	2 213 730	2 918 310	2 848 111
Stocks et en-cours				
Matières premières et consommables				
En cours prod.biens				
En cours prod.serv.	-	-	-	-
Produits intermédiaires				
Marchandises (à revendre en l'état)				
Avances et acomptes sur commande versés	10 487 535	-	10 487 535	9 683 367
Créances				
Clients & cpt ratta.	2 028 793 71	1 386 199	2 014 93 172	1 382 44 388
Autres créances	7 195 725	13 187	7 182 538	9 614 987
Capital souscrit app				
Valeurs mobilières				
Actions propres				
Autres titres	95 055 926	-	95 055 926	195 035
Disponibilités				
Charges constatées d'avance	14 722 797	-	14 722 797	13 014 698
TOTAL (II)	384 689 502	1 399 386	383 290 116	258 474 011
Charges à répartir (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (0 à V)	389 821 542	3 613 116	386 208 426	261 322 122

Pour sa troisième année d'existence, Expertise France affiche un chiffre d'affaires de 148 M€, en croissance de 23 % par rapport à 2016.

Ce niveau d'activité confirme le poids grandissant de l'agence sur la scène européenne et internationale.

L'activité de l'agence continue de relever majoritairement de contrats remportés auprès de l'Union européenne (44 %), et se concentre sur l'Afrique subsaharienne (50 %).

Tout en poursuivant son développement, l'agence respecte l'ensemble des indicateurs de performance pour l'année 2017 retenus dans son contrat d'objectifs et de moyens négocié avec l'État.

Passif

€	Exercice 2017	
	Solde fin N	Solde fin N-1
Capitaux		
Capital social (a)	-	
Prime émission/fusion	10 171 899	10 171 899
Écarts réévaluation (b)		
Réserves		
Réserve légale (3)		
Réserves statutaires		
Réserves réglementées		
Autres réserves	660 000	660 000
Report à nouveau	-1 159 696	-358 266
Résultat de l'exercice	-2 065 903	-801 430
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	7 606 300	9 672 203
Produit titres partic.		
Avances conditionnées		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques	1 876 828	2 082 860
Provisions pour charges	5 752 387	5 060 138
TOTAL (III)	7 629 215	7 142 998
Emprunts obligataires	-	-
Autres emprunts	-	-
Empr. & dettes étab.	72 665	39 650
Empr. & dettes financ.	-	-
Avances & acpt/cde reçues	306 323 493	194 530 553
Dettes fournisseurs	47 683 226	38 398 261
Dettes fiscales & soc.	492 764	4 035 154
Dettes/immobilisations	362 707	1 222 208
Autres dettes	6 057 463	2 931 085
Produits const. avanc.	5 545 693	4 450 010
TOTAL (IV)	370 972 911	244 506 921
Écarts convers. passif (V)		-
TOTAL GÉNÉRAL (I-V)	386 208 426	261 322 122
Dont concours bancaire	72 665	39 650
Dont capital versé (a)	-	-
Dont 1051 (b)	-	-
Dont 1052 (b)	-	-
Dont 1053 (b)	-	-

Compte de résultat

€	2017	2016
Produits d'exploitation		
Prod. vendue services	138 709 341	110 800 709
CA nets (a)	138 709 341	110 800 709
Subventions exploit.	11 055 437	12 536 438
Repr. sur prov., Tr. de ch	406 499	564 242
Autres produits	43 188	9 458
Total production exploitation	150 214 465	123 910 847
Charges d'exploitation :		
Achats marchandises	-	-
Variation stock	-	-
Achat matières prem.	-	-18 319
Autres achats	111 179 905	96 323 507
Impôts, taxes	1 988 064	1 403 095
Salaires & traitements	25 446 034	18 108 893
Charges sociales	8 935 712	6 826 064
Dot. aux amort.	780 053	653 688
Dot. aux prov. s/imm.	-	-
Dot. aux prov. s/ a. circ	777 324	259 038
Dot. aux prov. risq. & ch	3 042 633	2 395 926
Autres charges	46 410	119 533
Total charges exploitation	152 196 135	126 071 425
(1) RÉSULTAT EXPLOITATION	-1 981 670	-2 160 578
Autres intérêts & prod	45 281	80 183
Reprises/provisions & tra	-	-
Diff. + de change	144 617	87 645
Prod. nets/cessions mo	-	-
Total prod. financ.	189 898	167 828
Charges financières :		
Intérêts & charges	555	89
Diff. - de change	239 994	88 731
Total charges finan.	240 549	88 820

€	2017	2016
(2) RÉSULTAT FINANCIER	-50 651	79 008
(3) RÉSULTAT COURANT	-2 032 321	-2 081 570
Produits exceptionnels :		
S/ opé. de gestion	-	-
S/opé. en capital	57 270	1 304 455
Reprises / provi. & tran.	-	-
Total produits exc.	57 270	1 304 455
Charges exceptionnelles		
S/ opé. de gestion	-	257
S/opé. en capital	90 851	24 057
Dot. exc. amort. et prov.	-	-
Total charges exc.	90 851	24 314
(4) RÉSULTAT EXCEPT.	-33 581	1 280 141
Participation salariés		
Impôts / les bénéfices	-	-
Total particip./ impot	-	-
Total des produits	150 461 634	125 383 129
Total des charges	152 527 536	126 184 560
Bénéfice ou perte	-2 065 902	-801 431



DIRECTRICE DE LA PUBLICATION Anne de Soucy • COORDINATRICE Anaïs Rieu • RÉDACTION Raphaëlle Sardier • CONCEPTION GRAPHIQUE Luciole • REMERCIEMENTS aux équipes de la direction des Opérations, du Secrétariat général et de la direction de la Stratégie, des Partenariats et de la Communication • CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES Couverture : Wassilios Aswestopoulos – Nurphoto – AFP; Ben Grey; Amisom; Elodie Afonso • Page 4 : Elodie Afonso • Page 6 : DR; domaine public; Expertise France; Expertise France; Expertise France; Fotolia • Page 7 : Roaring Jellyfish – Amy Nelson; Rodrigo de la Fuente; Benoît Granier – Matignon; Thomas Imo; DR; Adam Jones • Page 8 : iStock / Getty Images • Page 11 : DR • Page 13 : Phovoir.fr • Page 15 : DR • Page 16 : Cecilia Nilsson – Expertise France • Page 17 : DR • Page 18 : Pascal Villecroix • Page 19 : DR • Page 21 : DR; Raphaëlle Sardier – Expertise France • Page 22 : Frédéric de la Mure – MEAE • Page 24 : domaine public • Page 25 : DR • Page 26 : Expertise France • Page 28 : DR • Page 29 : DR • Page 30 : Expertise France • Page 31 : DR • Pages 32-33 : iStock / Getty Images • Page 34 : DGFP FP • Page 36 : Marc Reina – Expertise France • Page 37 : Cecilia Nilsson – Expertise France • Pages 38-39 : Nathan Nott - Stock.Adobe.com • Page 40 : domaine public • Page 41 : Alain Goulard – AFD • Page 42 : François Lenoir – Union européenne • Page 43 : DR • Page 44 : James Anderson – World Resources Institute • Page 45 : DR • Pages 46-47 : T. Giordano • Page 48 : Julien Geay – Solid Rusk • Page 49 : DR • Page 50 : Anna Surinyach • Page 52 : Isabelle Grappe • Page 53 : DR; Cecilia Nilsson – Expertise France • Page 54 : L'œil étranger • Pages 56-57 : Titi Nicola • Page 58 : iStock / Getty Images.

